Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

11 février 1994

Assises : retrouvailles, acte 1



La pêche : à reconstruire



Télévision : état critique

n° 217
10 F

BOSNIE

HALTE AU SANG

Cdt Fondation Jean-Jaurès

ILS SONT SI PETITS ET SI FACILES A OUBLIER

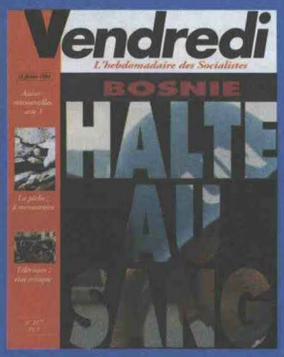


ENFANCE ET PARTAGE

DROITS DE L'ENFANCE : IL EST TEMPS QUE LES ADULTES SOIENT A LA HAUTEUR.

En France et dans le Monde. ENFANCE ET PARTAGE 10, rue des Bluets. 75011 Paris. Tél. : 43 55 85 85. Fax : 43 38 68 76. C.C.P. 16 764 56 R PARIS

collection Bonlieu Lausanne



Ici, ce sont des pêcheurs qui manifestent - durement- pour leur niveau de vie, la pérennité de leur profession, leur droit au travail. Là, ce sont des jeunes, exaspérés par le désœvrement, l'exclusion, qui crient violemment leur désespoir à l'encontre d'une répression simpliste et expéditive qui a coûté la vie à l'un des leurs. Ailleurs, c'est l'Afrique du Sud qui fait l'apprentissage chaotique de la démocratie dans des tensions plus économiques que raciales menant l'ANC à placer le travail avant la paix et la liberté.

Partout, l'emploi est vital. Sur deux semaines consécutives nous lui consacrerons notre dossier. Premier volet, l'amer bilan du sacrifice. La crise pour justifier des accords salariaux iniques, baudruches trouées auxquelles les employés s'accrochent pour éviter le pire -le chômage- et qui n'offrent qu'un répit.

Il est urgent de repenser la société. Dans ce sens, les Assises de la transformation sociale ont posé les premiers jalons d'un travail collectif des forces de progrès.

Mais faute de force politique et militaire, à Sarajevo, on meurt. Sous l'œil des caméras de toutes les télévisions du monde. Et le monde tergiverse... Assez ! Halte au sang ! Demain, il sera trop tard.

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 -
Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTION
Directeur de la Publication : Jean-Luc Mélenchon
Co-directeur de la Publication : Didier Leconte
Directeur : Sylvie Bezançon (78.82)
Vendredi-Idées : Alain Bergounioux

RÉDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal (77.04)
Politique : Jean-Pierre Bedei (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
International : Ghislaine Toutain (78.72)
Villes et Régions : Chrystie Lipani (78.55)
Magazine : Françoise Roby (78.55)
Vendredi-Idées : Bernard Chaouat (79.01)

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION
Monique Bartholomeus (77.92)
Vanda Gervasio (78.58)

PHOTO : Pascal Lebrun (78.53)

ABONNEMENTS - PETITES ANNONCES
Marie-Lou Le Bras (78.57), Sabine Sebah (78.56)

SECRÉTARIAT :
Odile Fée (78.61)
Binh Vu Trong (78.53)

PUBLICITÉ
Pyramid Conseil : 42 21 40 90
Nathalie Tournier 45 56 78 46, Franck Accart 45 56 79 03
Fax : 45 56 79 40

FABRICATION
Direction artistique : Pascal Lourdjane (Timoléon) - Paris
Maquette : Christine Lovinger (78.92), Sandrine Girard (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)

PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris

IMPRESSION : PPR - Saint-Ouen l'Aumône

ROUTAGE : Inter-routage - Aubervilliers
N° commission paritaire : 10.889
"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2.000

CRÉDIT PHOTO :
AFP/M. Evstafviev, P. Caron/Sygma, P. Lebrun (couv.) ; Cham/Chesnot (pp. 3, 4) ; Jubard (p. 3) ; P. Lebrun (pp. 4, 5, 10, 11, 12, 14, 15, 18, 21) ; Gamma (pp. 6, 10) ; B. Decoux/Rea (p. 7) ; G. Saussier (p. 8) ; Huguen/AFP (p. 9) ; P. Frank/Sygma (p. 11) ; A. Pesteguy/Gamma (p. 17) ; P. Guyot (p. 19) ; Sygma (p. 22) ; AFP (p. 24) ; M. Person/Gamma (p. 25) ; Musée galerie de la Seita (p. 28) ; Moune Jamet/Sygma (p. 29) ; Marc Enguerand (p. 31).

Ce numéro a été tiré à 145.000 exemplaires

Bon augure

Certes, nous sommes encore loin du but. Mais quand même... ! Le climat électoral évolue dans le bon sens. La progression dans les Alpes-de-Haute-Provence, la victoire très nette de Michel Fromet à Blois, celle, nette aussi et très symbolique de Daniel Vaillant à Paris, à quoi s'ajoute encore, à Meulan, la conquête d'une municipalité traditionnellement tenue par la droite, voilà une volée d'hirondelles annonciatrice du printemps.

Il fut un temps où il était de bon ton, chez certains, de mettre une sourdine sur leur appartenance au PS, présumée électoralement coûteuse. C'est au contraire en portant haut et fort l'étiquette du Parti qui est le sien, qui est le nôtre, que Daniel Vaillant, par exemple, a repris à la droite une circonscription de Paris.

Oui, donc, les temps changent et c'est de bon augure. Ce frémissement commence à récompenser les efforts que, tous ensemble, nous avons entrepris depuis onze mois. Tous ensemble aussi, nous savons qu'il nous reste beaucoup à faire, mais au moins la preuve nous est donnée que cette action n'est pas vaine.

Et ce qui est un encouragement pour nous est pour le gouvernement un avertissement. Les Français commencent à retrouver, sous les traits du Premier ministre lénifiant d'aujourd'hui, le Balladur qui supprimait l'impôt sur les grandes fortunes hier. Il faut se le rappeler. Il faut le leur rappeler.

M. Rocard

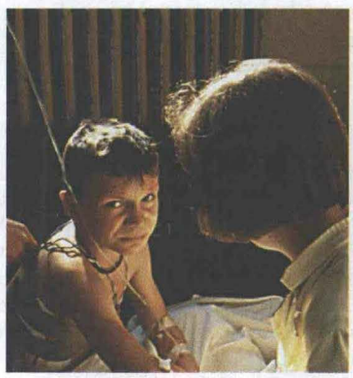
Cette semaine

4 BRUITS ET CHUCHOTEMENTS

6 DOSSIER
- *"Accords de crise" : bilan amer*

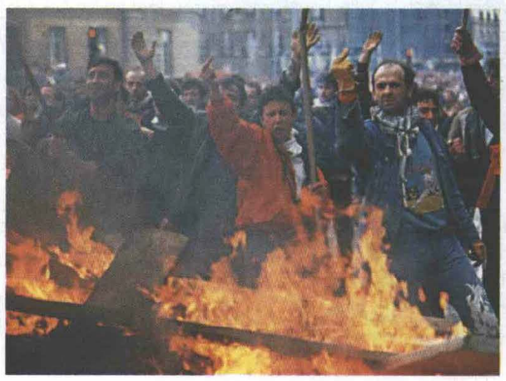
10 POLITIQUE INTERIEURE
- *La gauche reprend des couleurs*
- *Assises : les retrouvailles, acte 1*

14 SOCIETE
- *Violences dans la banlieue de Rouen*



A Sarajevo, 68 morts et de nombreux blessés.

Pêcheurs en colère.



16 SOCIAL
- *La pêche : à reconstruire*

17 VENDREDI IDEES
- *Télévision : état critique*

21 VILLES ET REGIONS
- *Elus locaux : une force majeure pour l'action*

22 POLITIQUE INTERNATIONALE
- *Bosnie-Herzégovine : halte au sang !*
- *Les malheurs de Mr. Major*
- *Afrique du Sud : comment se prépare l'histoire*

28 MAGAZINE
- *Basquiat en "mauvais garçon"*

30 COURRIER

31 INVITÉ
- *Daniel Mesguich*

Fondation Jean Jaurès

Chasse aux sorcières (toujours)

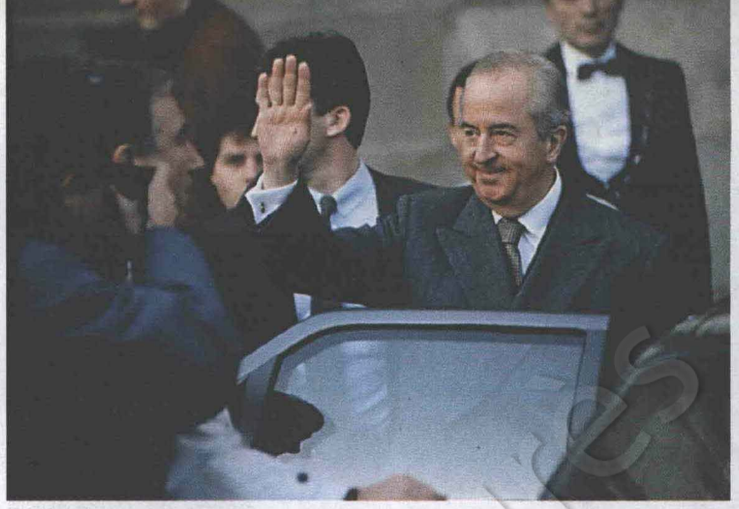
Pasqua continue de faire le ménage. Jean-Marc Erbès vient d'être limogé de son poste de chef de corps de l'Inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur. C'est la première fois qu'une telle mesure est prise à l'encontre d'un haut fonctionnaire occupant ce poste. Jean-Marc Erbès a été remplacé par Jean-François Lorit qui avait fait acte de candidature dès l'arrivée de Pasqua, place Beauvau.

Chasse aux sorcières (encore)

Le RPR a toujours considéré Radio-France Outre-mer comme sa chasse gardée. Il a donc François Gicquel, le PDG de RFO, dans le collimateur. Il souhaite le contraindre a démissionner en menaçant RFO d'être rattachée à France Télévision. Michel Péricard, Jacques Chirac orchestrent l'offensive. Mais Balladur est plus réservé. Le maire de Paris verrait bien le très chiraquien François Bonnemain, qui dirige Radio-Tour Eiffel, aux commandes de RFO.

Vieilles lunes

Après les affrontements de Rouen et de Rungis, le SIPN, syndicat de policiers proche de l'extrême-droite, demande le rétablissement de la loi anti-casseurs. Voilà bien sûr qui va résoudre les problèmes des banlieues et de la pêche !



Amis, amis de qui ?

Pour répondre au maire de Rennes, Edmond Hervé, qui a regretté que les services d'ordre se soient concentrés autour du cortège du Premier ministre, oubliant le reste des personnalités, Edouard Balladur s'est essayé à l'humour. Dans l'avion qui l'emmenait en Côte d'Ivoire, il a lancé : "Que Monsieur Hervé demande des comptes à ses amis qui étaient dans la manif ". Or l'édition d'Ouest-France du 4 septembre publie un communiqué annonçant le départ du car d'Ambroise Guellec, député CDS, à 6 h 45 depuis la place de la Madeleine à Pont-L'Abbé. "Prévoir écharpes de maires" est-il même conseillé. Dommage, Edouard ne les a pas vues.

Claude Estier

5 février

Charles Pasqua ne manque jamais l'occasion d'une provocation. Présent à Rennes jeudi, il était bien placé pour voir les failles du service d'ordre, plus préoccupé de protéger le Premier ministre que de contenir les manifestants dans le centre ville. Il est donc mal venu d'insinuer que les élus (il n'y avait d'ailleurs pas que des socialistes) présents aux côtés des marins-pêcheurs porteraient la responsabilité des désordres. Le ministre de l'Intérieur est décidément plus habile à donner de la voix qu'à démontrer son efficacité.

6 février

Les discours n'étaient pas tous convergents mais comment auraient-ils pu l'être après une si longue période de controverse ? Il n'empêche que le pari a été gagné et que ces premières Assises de la transformation sociale ont permis de belles retrouvailles. Photographes et cameramen ont eu fort à faire pour "croquer" ensemble celles et ceux qui ne s'étaient pas rencontrés depuis de longues années. Personne, pas plus Dominique Voynet que quiconque, ne souhaitait être l'otage de personne mais tous étaient conscients que, face au conservatisme agressif de la droite, seul le rassemblement des forces de progrès pourra permettre une alternative. Comment ce rassemblement ne serait-il pas nécessaire s'il est vrai, comme l'a bien dit Edgar Morin, que la gauche, tout en restant fidèle à ses aspirations de liberté, de fraternité, de solidarité, doit aujourd'hui repenser complètement ce qui a été longtemps le fondement de ses conceptions de l'Histoire et de la société. Ou encore que "nous n'en sommes pas à la lutte finale mais bien à la lutte initiale, ce qui peut être aussi tonifiant".
Belles formules qu'il convient sans doute de traduire plus concrètement pour être entendu des gens qui attendent cette fraternité et cette solidarité. J'ai pu m'en rendre compte en accompagnant, cette semaine, Daniel Vaillant dans une campagne de proximité qui permet de mesurer les problèmes quotidiens auxquels sont confrontés les habitants de ces quartiers difficiles du nord de Paris. Il reste qu'après le rejet des socialistes, qui a perduré au delà des élections de mars 1993, le dialogue est redevenu possible, en dépit, il est vrai, d'une certaine distance des citoyens d'avec la politique. Edgar Morin a raison : tout un édifice est à reconstruire. Les élections de ce dimanche montrent que nous sommes sur la bonne voie.

Elections vagabondes

Quand vont avoir lieu les élections municipales ? Si elles étaient maintenues à la date habituelle, au printemps 95, elles poseraient un délicat problème pour la présidentielle de mai puisque ce sont les élus qui apposent leurs signatures pour les déclarations de candidatures. Si on les déplace au mois de septembre, elles seront alors une gêne pour les sénatoriales, d'autant que les élus municipaux figurent parmi les grands électeurs. Véritable casse-tête que ce calendrier électoral qui exigera le vote de lois de report, d'où un beau marchandage !

Sarkozy à Matignon ?

Confidence d'un ministre UDF : "Sarkozy, le chef d'état-major du balladurisme, se comporte de fait comme s'il était Premier ministre." Encore du souci pour Balladur !



Clément a disparu

Les députés s'interrogent avec angoisse : où est passé Pascal Clément ? Le ministre délégué, chargé des relations avec le Parlement, donc préposé à l'amélioration des relations entre l'exécutif et le gouvernement, ne se montre pas beaucoup dans les couloirs du Palais-Bourbon, qui sont pourtant les lieux privilégiés de ses fonctions. Déjà, contrairement à ce qui se faisait autrefois, les relations avec les sénateurs ont été placées, par précaution, dans d'autres mains, celles du très chiraquien Roger Romani, par ailleurs chargé des "rapatriés". Pire, lors de la dernière session extraordinaire, Clément n'est pas apparu à l'assemblée malgré les tiraillements politiques, et n'a pas exercé ses talents. Il est vrai que sa réputation est davantage celle d'un incorrigible gaffeur que d'un habile diplomate. Résultat, c'est le cabinet de Matignon qui fait le boulot.

Waechter s'enferre

A la suite d'un écho que nous avons publié dans le n°215 de "Vendredi" (28 janvier), nous insérons un texte d'Antoine Waechter au titre du droit de réponse :

Waechter ne soutient pas Bayrou

Sous le titre "Waechter soutient Bayrou", la rédaction de "Vendredi" a publié une prise de position tendant à faire croire à mon adhésion au projet gouvernemental. N'ayant fait aucune déclaration publique, ni publié de texte sur le sujet, je serais curieux de connaître l'origine des propos qui me sont prêtés.

Antoine Waechter.

NDLR : Antoine Waechter a, effectivement, appelé à la manifestation du 16 janvier. Comme tout l'exécutif des Verts.

Il oublie simplement qu'il a commis et soumis à la discussion du collège exécutif du 4 janvier un texte dont "Vendredi" s'est fait l'écho dans son édition du 28. Ce texte est un "document de travail" dont il a été largement question lors de cette rencontre du 4 janvier. A tel point qu'un texte commentant et critiquant ce "document de travail" a lui aussi été soumis, ce même jour, à l'approbation du collège exécutif. Quoi qu'il en soit Waechter, avant de se rallier à la majorité des Verts, a bien écrit ce "document de travail" dont nous reproduisons des extraits ci-dessous.

A propos de la révision de la Loi Falloux

La méthode employée par le gouvernement pour réviser la loi Falloux est critiquable, mais cela ne justifie pas que les Verts se perdent dans le discours et les manifestations de la gauche sur ce sujet. Il est normal que la gauche, qui s'est identifiée par son combat pour la laïcité sous la III République réagisse par un refus sans appel. Les écologistes quant à eux peuvent et doivent adopter une attitude plus conforme aux enjeux de cette fin de XXè siècle.

La révision de la loi Falloux donne une liberté supplémentaire aux collectivités locales, celle de s'intéresser aux conditions d'accueil de nos enfants (14 % de la population scolaire) dans les écoles privées. La liberté et le sort de nos enfants suffiraient à rendre la démarche digne d'intérêt a priori.

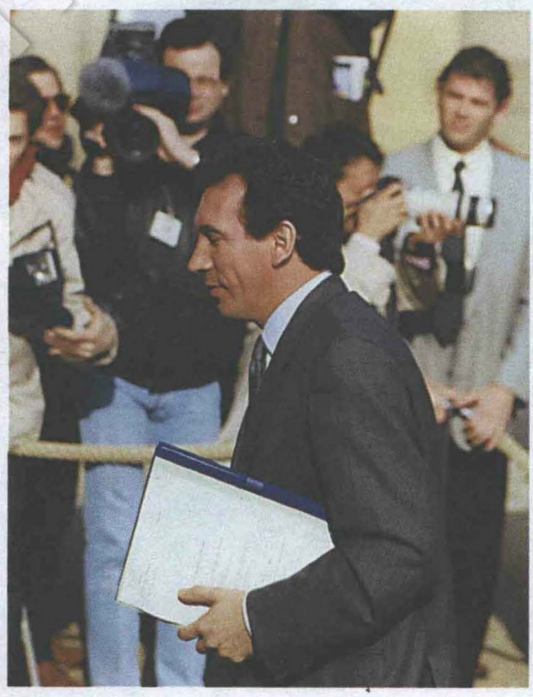
Tous les arguments prenant à témoin la laïcité sont dépassés par les réalités évoquées plus haut. La réforme ne modifie la situation que d'un iota.

Pour toutes ces raisons, le discours des écologistes ne peut pas se couler dans le réflexe anticlérical de la gauche-IIIè République. Il doit porter une vision plus moderne et plus complexe sur la réalité scolaire.

Antoine WAECHTER

Et de trois !

Le ministre de l'Education nationale n'a décidément pas de chance dans ses initiatives depuis le début de l'année scolaire. Après un premier trimestre qui s'est terminé par la catastrophique réforme de la loi Falloux, il lui fallait faire des efforts pour voir remonter sa crédibilité dans les milieux de l'enseignement comme sa cote dans l'opinion publique. Et voilà que le deuxième trimestre commence par deux gifles. Coup sur coup, ses propositions viennent d'être retoquées par le Conseil supérieur de l'éducation. L'une envisageait de modifier le calendrier des vacances scolaires pour allonger la durée du troisième trimestre, l'autre d'augmenter le nombre d'épreuves pour le bac et de multiplier les épreuves écrites. Mention apposée sur la copie du ministre : à refaire. On attend avec inquiétude son projet sur la réforme du collège.



A vos agendas

Février 1994

■ **Samedi 12**

- *Journée de l'aménagement du territoire. Participation de Michel Rocard. 9 h 30, Assemblée nationale.*
- *Séminaire "Le temps de travail" organisé par la Fondation Jean Jaurès, 9 h à 18 h, 73, av. Paul Doumer, 75016 Paris.*
- *Report au 12 mars de la réunion des secrétaires fédéraux et des délégués aux Droits de l'homme et libertés, 10 rue de Solferino, Paris.*

■ **Mardi 15**

- *Débat avec Arnaud Marty-Lavauzelle, président de l'Association de lutte contre le sida, Aides, 20 h, 10 rue de Solferino.*

■ **Samedi 19**

- *Conventions fédérales pour l'emploi.*

■ **Samedi 26 et dimanche 27**

- *Convention nationale pour l'emploi, Cergy-Pontoise.*

Mars 1994

■ **Dimanche 6**

- *Election législative partielle, Alpes-Maritimes (1er tour).*

■ **Mardi 8**

- *Journée internationale des femmes.*

■ **Dimanche 13**

- *Election législative partielle, Alpes-Maritimes (2e tour).*
- *Michel Rocard à "7 sur 7", 19 h, TF1.*

■ **Vendredi 18 au dimanche 20**

- *23e congrès du PSOE à Madrid.*

■ **Samedi 19**

- *Colloque national sur la laïcité organisé par la FCPE, Paris.*

■ **Dimanche 20**

- *Elections cantonales (1er tour).*

■ **Lundi 21**

- *Journée mondiale contre le racisme.*

■ **Dimanche 27**

- *Elections cantonales (2e tour).*

■ **Mercredi 30**

- *Conseil national (avec adoption de la proposition de liste pour les européennes).*

Avril 1994

■ **du lundi 4 au mercredi 15**

- *Votes des sections et conventions fédérales sur la liste et le manifeste européens.*

DOSSIER

"Accords de

On les a appelés "accords de crise". Ils ont été signés lors d'une campagne électorale placée sous le triple signe du chômage, de la protection des acquis et de la diminution de la durée du travail. Coincés par la crise, des salariés ont ainsi accepté de réduire leur salaire et nombre d'avantages pour protéger du licenciement certains d'entre eux. Au nom de la solidarité. "Vendredi" tente un premier bilan, parfois amer. Mais "les accords de crise" ont été suivis d'autres. Ceux-là ne cherchent pas à préserver l'emploi, ils veulent en créer. Nous y reviendrons.



Fondation Jean-Jaurès

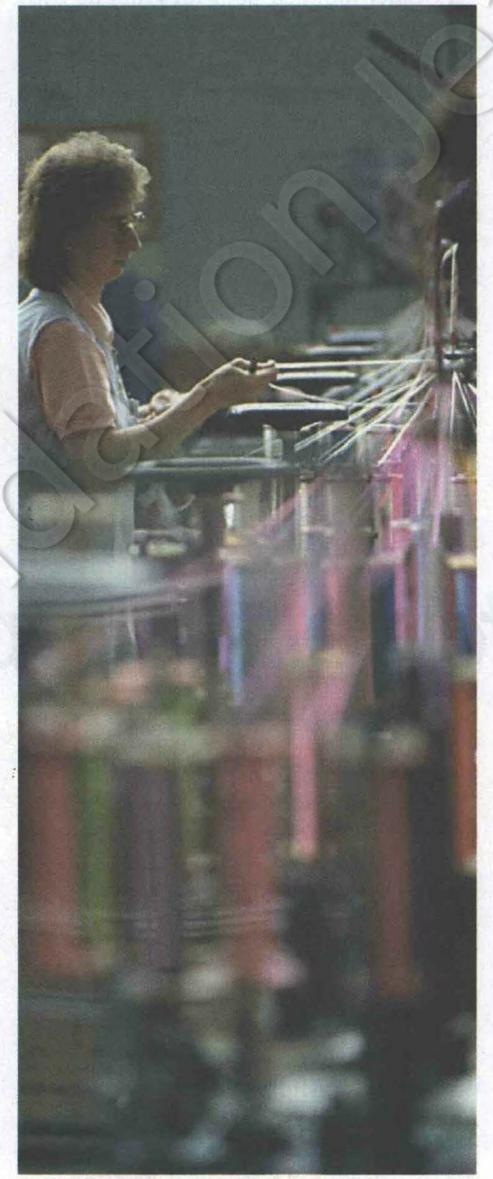
crise" : bilan amer

CIC de Bordeaux, Montabert... Autant de jalons qui marquent le dur chemin de la solidarité en temps de crise. Que sont ces accords devenus ?

Que l'heure soit à la désespérance ou à la lutte, à un moment où tous voient monter en flèche les chiffres globaux du chômage, le point de départ de tous ces accords est identique : c'est toujours l'annonce de licenciements. De licenciements souvent à répétition, comme pour les salariés de Sextant Avionique qui, le 9 juillet dernier, ont appris l'existence de leur troisième plan social en trois ans : il s'agissait, cette fois, de supprimer 638 postes, après les 544 de 1991 et les 1.155 de 1992-93.
Que faire ? Syndicats et direction font ce qu'ils font toujours dans ce cas, ils négocient. Mais, cette fois, les premiers font des contre-propositions que la seconde accepte. Une fois le nouveau projet élaboré, ils le soumettent à l'ensemble du personnel en plaçant la barre très haut. A de très rares exceptions près, le vote devient plébiscite : les plus de 90% sont légion.
A partir de là, que de différences ! Dans "accords de crise", c'est surtout le pluriel qu'il faut relever. On y trouve tout, le contraire de tout, et encore autre chose, à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Des avantages amputés...

Les acteurs en présence d'abord. C'est quelquefois la section CFDT qui est à l'origine de l'accord, encore que le premier, à la Bordelaise de crédit, ait été signé avec une très forte hostilité de la fédération de la banque CFDT. Ailleurs, c'est la CGT qui est l'élément moteur, comme à l'usine Potain de Moulins ; mais, chez Simmonds, une fabrique de boulons de Saint-Cosme-en-Varais, dans la Sarthe, elle a appelé à voter, le 9 novembre, contre les 35 heures avec baisse des salaires. Parfois, la solidarité est obligatoire, mais c'est alors la direction qui s'en charge : Michelin impose à ses 1.500 cadres "une contribution financière volontaire", la Biscuiterie nantaise réduit unilatéralement de 10% les salaires annuels de 180.000 à 350.000 F, et de 15% au delà.
Les conditions sont aussi très différentes d'une entreprise à l'autre. La plupart allient baisse des salaires et réduction du temps de travail, selon une infinité de combinaisons. Baisse des premiers, mais pas du second à la Bordelaise de crédit. Baisse du second de 38 h 50 à 36 h 50 sur quatre ans, mais pas des premiers grâce à un prêt remboursable, à la Société de fabrication d'instruments de mesure (SFIM). Renonciation à l'essentiel des augmentations pendant trois ans, en échange de cinq jours de congés supplémentaires dans l'année chez Thomson-Tubes électroniques.
Bref, une chatte n'y retrouverait pas ses petits. Certains, d'ailleurs, repoussent les conditions, comme Simmonds ou l'usine Bendix d'Angers, où elles ont été connues 24 heures seulement à l'avance, alors que la direction refusait aux cadres et aux techniciens de participer à l'effort de solidarité.



La solidarité est la solidarité mais les traites sont les traites.

... au nom de la solidarité

Qu'est-il arrivé à ceux qui ont sauté dans l'inconnu ? "L'accord est dur à vivre", constate le PDG de Potain : aujourd'hui, les salariés voteraient pour les licenciements. La solidarité est la solidarité, mais les traites sont les traites. Nombre de salariés de Montabert ont dû déposer des dossiers de surendettement. L'amertume est d'autant plus forte que les licenciements, parfois, vont frapper à nouveau, malgré tous les sacrifices. A Montabert, tout est allé de mal en pis : l'usine est à vendre et le repreneur éventuel a déjà annoncé des licenciements. Chez Potain, trois usines sont sorties du rouge, mais des licenciements sont annoncés dans la quatrième. En revanche, la Bordelaise de crédit envisage pour bientôt la sortie du tunnel. A la SFIM, les commandes sont reparties : un premier accord en avril avait évité cent licenciements, un second, déjà en application, garantit l'emploi pendant deux ans et prévoit une dizaine d'embauches pour remplacer les départs en retraite.
La crise, qui dure toujours, a frappé souvent des accords conçus pour passer un cap difficile, mais temporaire, et non pour durer dans le temps. "A quoi tout cela a-t-il servi ?" entend-on parfois. On s'aperçoit alors que les directions n'ont pas oublié leur but initial : la réduction du coût salarial. Banques et actionnaires ont veillé au grain. Baisse des dividendes n'a pas rimé avec baisse des salaires. Sauf pour deux sociétés : Daum, qui a procédé à une augmentation de capital, et la Bordelaise de crédit, où les bénéfices, une fois revenus, seront attribués prioritairement à la compensation des salaires perdus. Quand il n'y a pas de promesse d'arrêt des licenciements, ou quand la période de suspension est terminée, tout ▶

© Fondation Jean Jaurès



L'accord, tout l'ac rien que l'accord

le monde serre les dents en attendant, à nouveau, le couperet. Tantôt, rien n'est encore joué et les salariés espèrent toujours. Tantôt, la catastrophe est déjà là et les syndicats font leurs comptes : la direction n'ayant pas respecté l'accord, la CGT de Potain, à Moulins, l'attaque devant le tribunal de grande instance.

Contraints et forcés, des salariés ont ainsi accepté de faire voler en éclats des droits que des générations de travailleurs avaient conquis de haute lutte. Il est encore trop tôt pour faire un bilan exhaustif. Il est encore moins question de juger. Mais peut-être peut-on écouter ce que dit François-Xavier Bordeaux (1), qui fut l'un des pionniers : il est indispensable de changer les règles du jeu dans l'entreprise. Des sacrifices ? Oui peut-être, oui sans doute. Mais au prix d'un plus grand pouvoir des salariés dans l'entreprise. Au fait, elle en est où, cette question ?

Monique Grima

(1) François-Xavier Bordeaux, ainsi qu'Alain Coutrau, PDG de Potain, ont témoigné devant les Assises pour l'emploi contre le chômage.

L'usine Potain, à Moulins, n'a jamais eu la réputation d'être une tendre. Plus enclins à chanter l'Internationale qu'à envoyer des fleurs au patron, ses salariés ont accepté pourtant, il y a un an, une baisse des horaires et des salaires.

Leader mondial pour les grues de bâtiment, Potain voit ses ventes baisser de 90% en trois ans. En décembre 1992, la direction annonce 270 suppressions d'emplois sur près de 1.600 salariés. Après avoir épuisé toutes les possibilités du genre pré-retraite, mi-temps ou volontariat, restent 130 licenciements secs.

La direction et les syndicats, CGT en tête, imaginent alors un accord, plébiscité par plus de 90% des salariés. Dans les quatre sites du groupe, les horaires passent de 38 heures et demie à 38, sans réduction de salaire. Si les choses continuent d'aller mal, on épuise un certain quota d'heures de chômage partiel, variable, selon les usines, de 100 à 130 heures. Quand il est épuisé, les horaires passent à 35 heures, payées 35. L'accord est assorti de deux promesses : la direction s'engage à ne pas licencier pendant la durée de l'accord et à rembourser aux salariés la moitié du manque à gagner si des indicateurs élaborés au préalable témoignent que les affaires reprennent.

De cette année passée, Alain Coutrau, le PDG, tire deux conclusions. "Dans trois de nos quatre usines, l'accord a réglé le problème et nous avons réussi à traverser les difficultés actuelles sans autres mesures. La clause de "retour à meilleure fortune" a fonctionné dès la première année. On a sauvé 130 emplois. Malheureusement,

A Montabert, scepticisme

Depuis le 27 janvier 1993, les salariés de Montabert, à Saint-Priest, dans le Rhône, sont passés de 39 à 34 heures, payées 34 heures.

Là, c'est la CFDT qui a joué un rôle moteur dans l'élaboration des contre-propositions faites par l'ensemble des syndicats de Montabert, une usine de construction mécanique, pour s'opposer à 150 licenciements sur un effectif total de 600 personnes. En contrepartie d'un engagement de la direction de ne procéder à aucun licenciement économique en 93, ils ont accepté de passer à 34 heures, avec une diminution proportionnelle des salaires.

"Nous n'avons pas choisi la meilleure solution mais la moins mauvaise, reconnaît Alain Chaudy, secrétaire CGT du CE. La diminution des salaires a mis en difficulté une part importante du personnel. Une proportion non négligeable de salariés a dû déposer des dossiers de surendettement. Nous avons fait un pari sur la reprise mais, depuis, la situation n'a cessé de se dégrader et le chiffre d'affaires de baisser. Aujourd'hui, on ne sait pas si l'usine ne va pas être mise en vente. Le repreneur qui est sur les rangs, un Américain, a déjà annoncé des licenciements." De fait, nous sommes en 94 : le patron a les mains libres.

L'amertume est d'autant plus forte que la direction de l'entreprise n'est pas n'importe quelle direction. En 1990, l'usine a fait l'objet d'un RES, un rachat d'entreprise par les salariés : le capital, aujourd'hui encore, est détenu à 84% par les cadres.

"Les gens ont tendance à penser que tous leurs sacrifices n'ont pas servi à grand chose" soupire Alain Chaudy. Dans la section CFDT, les sentiments sont partagés, mais certains n'hésitent pas à dire que tout cela n'a rien apporté.

Commentaire désabusé d'Alain Chaudy : "Les gens n'ont pas été licenciés il y a un an. Ils ont, au moins, eu un an de plus de travail."

M.G.

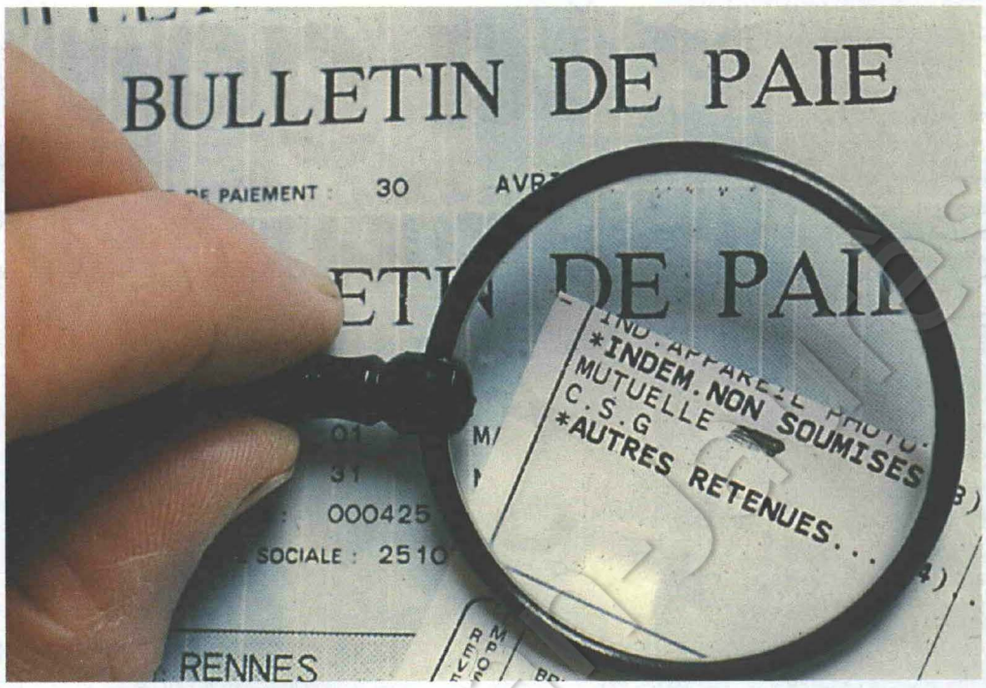
cord,

dans le quatrième site, où la baisse s'est amplifiée, on a dû lancer récemment un nouveau plan social avec, cette fois, beaucoup moins de solutions ingénieuses. Deuxième conclusion : cet accord est dur à vivre. Les salariés supportent très difficilement de voir tous les mois leur bulletin de paie amputé de 8%. Je suis convaincu que si, aujourd'hui, nous refaisions l'opération et un référendum, la majorité d'entre eux se prononcerait contre cet accord et pour des licenciements."

"Les licenciements ne sont pas pour demain" rétorque Alain Morand, délégué CGT de l'usine de Moulins, "le quatrième site". Nous ne nous faisions pas d'illusion. Cet accord, nous en avons pris l'initiative, non dans un esprit de partage du travail mais en fonction d'une stratégie de lutte pour éviter des licenciements. Il a tenu la route. Il appelait un avenant : on pouvait examiner les choses, si la situation le nécessitait, et cela est valable jusqu'au 31 décembre 1994. Or la direction a annoncé un nouveau plan social fin novembre, terminé fin janvier la procédure de consultation du comité central d'entreprise, et déposé une liste nominative de 58 personnes exposées au licenciement à la direction départementale du travail.

Ces licenciements ne se feront pas pour trois raisons. Nous avons un quota de 135 heures de chômage partiel par an, avant de faire quoi que ce soit : avec quatre jours en janvier et trois jours par semaine en février, nous ne l'avons pas épuisé. Le ministère du Travail a fait observer par écrit à la direction de Potain qu'elle avait signé un accord pour éviter des licenciements et qu'elle doit donc mettre en place d'autres dispositions. Enfin, nous avons assigné la direction devant le tribunal de grande instance, le 12 janvier.

L'accord a été signé pour 93 et 94, son application doit être poursuivie. Il y a moyen de faire autre chose que des licenciements. Dans l'entreprise, certains accusent la direction de trahison. Je dirai pour ma part qu'elle n'a pas respecté les règles du jeu." ■



Bordelaise de crédit, un exemple à suivre

C'est François-Xavier Bordeaux qui a "lancé" les accords de réduction des salaires pour préserver l'emploi dans son entreprise, la Bordelaise de crédit. Il en tire plusieurs enseignements.

"Pour réussir ce type d'expérience, il faut plusieurs conditions.

La première, c'est la justice sociale. Nous avons tenu à ce que les efforts demandés aux salariés soient très progressifs : ils sont inférieurs à 1% pour les petits salaires et vont jusqu'à 20% pour le PDG.

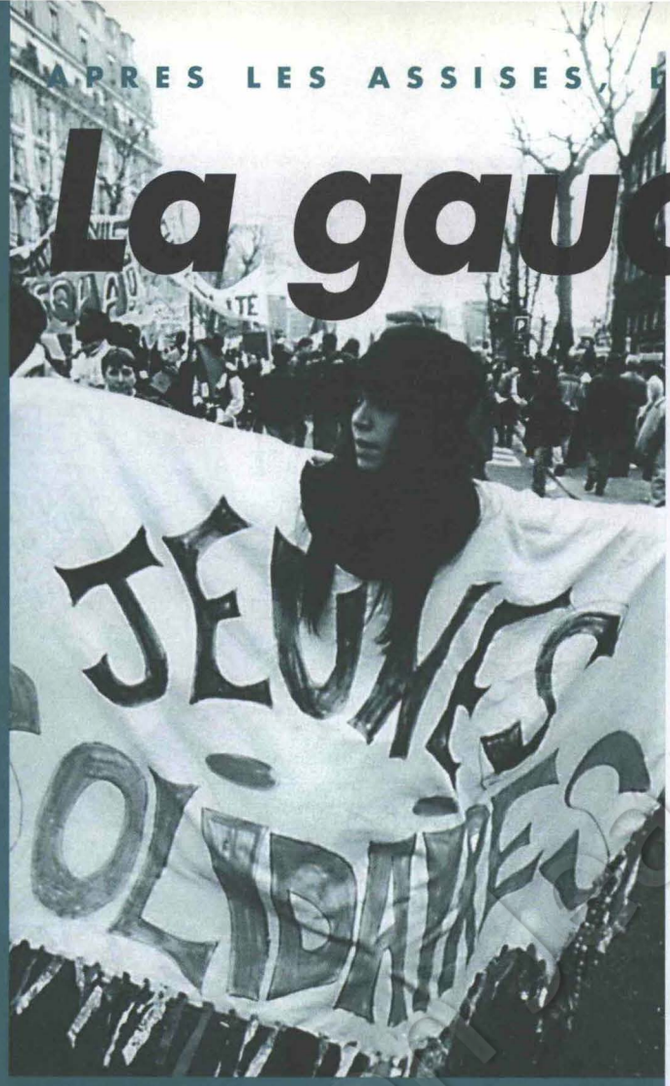
Deuxième condition, modifier profondément les règles du jeu au sein de la société. Nous avons tenu à aller plus loin que la consultation du personnel et aussi, d'une certaine manière, à partager le pouvoir au sein de la société. Les investissements réalisés grâce à l'épargne investie sont décidés dans une commission paritaire où syndicats et direction sont représentés à part égale. Dans nos discussions nous avons parfois des désaccords et c'est la voie de l'un ou de l'autre qui l'emporte.

Autre nécessité : la mobilisation. Nous avons fixé des objectifs, partagés collectivement, en termes de productivité, de maîtrise des risques. Si nous les atteignons dans les 18 mois, nous remettrons les salaires à niveau et nous rembourserons le personnel.

Dernier élément : l'innovation. Nous avons créé une nouvelle forme de "créance sociale". Aujourd'hui, le personnel a un droit de regard sur l'épargne constituée, sur les investissements. Il a aussi un droit de regard sur la façon dont nous allons engager la sortie de l'expérience : le remboursement pourra se faire sous forme de paiement cash, d'échange d'actions, de création d'un fond d'entreprise.

Nous sommes une entreprise très concurrentielle qui devait soit bouger, soit mourir. Nous allons, j'espère, gagner. Si nous y arrivons dans la banque, cette expérience prouvera qu'il est possible de faire des choses beaucoup plus importantes et beaucoup plus radicales ailleurs, dans l'ensemble des secteurs industriels et commerciaux soumis à concurrence." ■

Un beau dimanche pour la gauche et les forces de progrès : leurs retrouvailles sous le sigle des Assises de la transformation sociale furent intéressantes, importantes politiquement et même émouvantes pour beaucoup de participants. Mais surtout elles faisaient suite à une série de manifestations, contre Bayrou puis contre Pasqua, occasion de bons moments de mobilisation. Dimanche soir, ce fut encore mieux. Deux belles victoires législatives, une bonne surprise municipale à Meulan. Pendant ce temps, les mesures Balladur continuent de semer désespoir et refus, et les réponses Pasqua violence et mépris.





APRES LES ASSISES, LES PARTIELLES, LES

La gauche rep

La situation politique née des élections législatives a vécu. La droite marque le pas et les socialistes voient s'estomper le rejet dont ils étaient victimes. Le PS se réaffirme comme parti de rassemblement alors que la dureté et l'inefficacité de Balladur font descendre les salariés dans la rue.

Le climat était pesant dans l'avion pour Abidjan, dimanche soir. A l'avant de l'appareil, séparés des passagers par un pudique rideau, Chirac et Balladur étaient assis à quelques rangs. Venu échanger quelques mots avec les journalistes, le Premier ministre demanda au pilote de s'informer, par radio, des résultats des partielles. Commentaires sur la victoire de Michel Fromet : "59 %, c'est beaucoup", sur celle de Daniel Vaillant : "mieux vaut dans le 18e que dans le 15e"... Le Premier ministre accuse le coup, sans oublier le coup de pied de côté vers le président du RPR. Ambiance.

Les sondages qui surveillent la popularité des responsables politiques donnent un Premier ministre à la baisse. Depuis quelques semaines, la droite semble avoir perdu la forme qui l'accompagnait depuis plus d'un an et surtout depuis sa victoire de mars, à l'approche des élections européennes et alors que le climat social se détériore de jour en jour.

A l'intérieur, d'abord. L'unité affichée se lézarde dangereusement. Le scrutin du 12 juin apparaît déjà comme une pomme de discorde. A Matignon, on soutient la liste unique, à l'UDF, on fait mine d'accepter à

Collection Fondation Jean Jaurès

rend des couleurs



Daniel Vaillant, élu brillamment.

condition qu'elle soit menée par un centriste. Autant dire que les marchandages ont encore de beaux jours devant eux car les divergences ne sont pas seulement de forme. Les positions sur l'Europe diffèrent, même si le RPR a fait mine d'accepter les conditions imposées par Giscard (monnaie unique, même groupe à Strasbourg). Quant à la tête de liste, aucun nom ne s'impose. Qui doute, qu'un jour de mai, Balladur ne constate qu'il est le seul fédérateur de sa majorité et s'y mette ? 1995 ne devrait pas apporter de répit à ces dissensions internes. Pour la présidentielle, c'est le choc des ambitions qui s'annonce. Jacques Chirac a mis ses équipes au travail et la machine n'attend qu'un signe pour démarrer. A sa façon, Edouard Balladur ne cache plus qu'il se présentera, quoi qu'il en soit. La "balladurisation" de la majorité avance à grands pas. A coups de déjeuners, de missions confiées à des parlementaires hésitants, ou d'octroi de crédits, le Premier ministre multiplie le nombre de ses soutiens. Lequel des deux s'arrêtera en chemin ? Le maire de Paris a confié à un député qu'il ne s'arrêtera que s'il est sûr de ne pas faire perdre son camp.

Plus graves sont les problèmes sociaux qui s'aggravent car les relations se tendent. Le dernier séminaire gouvernemental a débouché sur un sévère ratage politique. Personne n'a soutenu les annonces du gouvernement, y compris dans son camp. Rien contre le chômage, rien pour une véritable reprise économique. Quant aux salariés des secteurs fragiles, ils commencent à se rendre compte qu'il faut se faire entendre pour espérer obtenir quelque chose. Ce sont les pêcheurs (lire p.16), après les ouvriers d'Air France et avant ceux de Sud Marine, qui se sont fait brutalement expulser du port de Marseille. Cela risque d'être le cas, hélas, de bien d'autres qui s'aviseront que la reprise annoncée par Balladur n'a pas lieu pour tout le monde.

Alors que la droite se trouve en proie à des dissensions qui iront croissant, la gauche relève progressivement la tête. La manifestation du 16 janvier a constitué un déclic qui a commencé à donner corps à l'opposition à Balladur. Sa belle mobilisation a été le fruit d'un "réveil des consciences" qui a également assuré le succès du rassemblement contre les lois Pasqua, et semble se prolonger dans les urnes. Les deux victoires socialistes de Daniel Vaillant à Paris et de Michel Fromet à Blois, dans les législatives partielles, prouvent que le mécontentement à l'encontre du Premier ministre grandit. Certes, il faut se garder de tout triomphalisme. La gauche est encore loin de reconquérir tout son électorat. Mais sa fraction qui avait cédé à la séduction balladurienne paraît revenir à un peu plus de réalisme. Autre satisfaction : la recomposition de la gauche. Devant donner une traduction politique au mouvement social, elle a commencé à s'opérer le week-end dernier, lors des Assises de la transformation sociale. Les partis politiques, les syndicats et les associations qui ont en commun le refus du conservatisme et du libéralisme ont fait émerger des potentialités visant à préparer l'alternance. Une nouvelle Union de la gauche n'est pas en train de naître, personne ne croyant plus à la viabilité d'un programme commun. Mais des accords sur des objectifs précis et ponctuels peuvent être noués pour favoriser le rassemblement contre la droite. Cette formule d'entente, plus souple que celle qui prévalait dans les années 70, permettra aux organisations de la gauche de préserver leur autonomie. Pas question pour autant d'enjoliver la réalité. Les convergences seront difficiles à établir. La gauche reste diverse et divisée. On l'a bien vu, lors des Assises, sur des sujets comme l'Europe ou l'emploi. Mais l'opposition a le devoir d'effectuer des rapprochements entre ses différentes composantes si elle veut à nouveau exercer le pouvoir. C'est l'enjeu des prochaines réunions des Assises. La gauche n'a pas encore retrouvé la santé mais sa convalescence est sur la bonne voie.

Jean-Pierre Bedeï et Lyne Cohen-Solal.



Le Parlement de Bretagne, victime inattendue des manifestations.

ASSISES DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

Les retrouvailles, acte 1

"C'est parti". Michel Rocard ne cachait pas sa satisfaction au soir des Assises de la transformation sociale. A juste titre. Car le premier pari a été tenu. Onze mois après sa déroute électorale, la gauche est parvenue à renouer le dialogue. Initiées par le PS, ces Assises ont rassemblé, le week-end dernier, des membres des partis politiques allant du centre gauche à la Ligue communiste révolutionnaire, en passant par les syndicats, le mouvement associatif et des personnalités comme Bernard Kouchner. L'absence du Mouvement des citoyens et de Brice Lalonde n'a pas gâché la photo de famille. Près de quatre-vingt participants sont intervenus, versant leur réflexion au "pot commun". Ils se sont montrés sévères avec le PS, mais dans une forme tout à fait acceptable, n'hésitant pas à faire également leur autocritique. A l'image des Verts et du PC. Les acteurs des Assises ont fait émerger trois points communs, comme l'explique Jean-Christophe Cambadélis : "Il y a un refus unanime du libéralisme et une réhabilitation du sens de l'Etat. Ensuite, tout le monde pense que la gestion est insuffisante et qu'il faut l'articuler sur un projet. Enfin, les participants sont disponibles pour des convergences sur des objectifs ponctuels car le temps des programmes communs est dépassé." De quoi nourrir l'élaboration d'un projet pour une "société solidaire" chère à Michel Rocard. Les Assises se poursuivront le 3 avril à Rennes, avec une réunion sur l'emploi et les questions économiques. Impressions et attentes de deux des acteurs. J.P.B.

Charles Fiterman, Jack Ralite, Robert Montdargent et Dominique Voynet



Yves Cochet et Michel Rocard

Respecter la diversité des engagements

Secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire (FSU), Michel Deschamps est intervenu à la tribune des Assises. Ses espoirs.

Comment voyez-vous, au lendemain des Assises, les relations entre partis politiques et syndicats ?

Michel Deschamps. Je crois, plus que jamais, à la nécessité d'une indépendance totale qui prenne acte de l'autonomie des modes de regroupement et de la diversité des engagements civiques.

La charte d'Amiens (1) n'a en fait jamais été appliquée. Nous savons tous que les syndicats brandissaient d'autant plus ce texte qu'ils entretenaient des relations diverses et honteuses avec les partis politiques. Aujourd'hui, l'indépendance n'est plus seulement un principe moral mais une nécessité pour l'efficacité du mouvement social. Le discrédit du politique a rendu caduque l'idée du leadership d'un parti organisateur.



Les Assises constituent un lieu nouveau de rencontre. Qu'en attendez-vous ? Pensez-vous que les propositions des syndicats y seront entendues ?

Tout ce qui, dans notre société extrêmement bloquée, figée, permet des rencontres, est positif. A partir de notre autonomie, de notre indépendance, je compte avancer des propositions dans l'intérêt de la jeunesse, de sa formation, de son insertion sociale et professionnelle. Syndicaliste enseignant, je juge l'intérêt d'une réunion à l'importance qu'on y accorde aux questions de cohésion sociale, de solidarité entre générations, de formation des jeunes. Ces questions étaient présentes dans les interventions des Assises. C'est un bon point. Et la proposition faite par Michel Rocard d'une offre d'emploi pour tous les jeunes me paraît une exigence prioritaire. J'ai entendu, ce week-end, des analyses lucides, des mots vrais. Il faut maintenant passer de la parole aux actes. Je suis plutôt optimiste.

Propos recueillis par P.J.

(1) Adoptée en 1906 par la CGT, la Charte d'Amiens déclare l'indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques.

Inventer des formes de délibération

Jean-Louis Laville, responsable du Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie, nous confie ses impressions et ses attentes.

Quels enseignements tirez-vous de la première réunion des Assises ?
J'ai éprouvé de la joie à retrouver un certain nombre d'amis. Mais le problème de fond demeure. Il s'agit d'inventer des formes de délibération permettant de recueillir des propositions émanant d'autres organisations que les forces politiques constituées. Or je crains que le processus, tel qu'il est conçu, se resserre sur le monde politique. Si tel était le cas, les propositions pour la transformation sociale du nouveau secteur associatif, apparu dans les années 80, seraient laminées.

Que proposez-vous pour les prochaines étapes des Assises ?
Il faut organiser une rencontre réunissant tout le réseau associatif qui a émergé dans les années 80 et n'a aucun moyen de s'exprimer. Le véritable enjeu de cette démarche est de recomposer cette mouvance qui s'est détournée du politique mais qui est très active sur le plan local. Il faut des lieux autonomes qui permettent de traiter des thèmes complémentaires à ceux relayés par les médias et fournissent l'occasion aux partis politiques, notamment au PS, de reprendre langue avec les nouvelles formes du mouvement social et associatif atomisé.
Les organisateurs des assises doivent manifester une telle volonté, émettre un signal fort en disant que les partis politiques sont prêts à entendre le mouvement associatif en respectant son autonomie. Ils doivent reconnaître qu'il faut changer les règles du jeu qui ont présidé aux rapports entre le PS et les associations.

Propos recueillis par J.-P.B.

UN LIVRE-PROPOSITIONS

Martine Aubry : renouer avec la politique

Martine Aubry invite la gauche à renouer avec la "vraie politique", celle qui est proche des préoccupations des gens. Dans un livre (1) où elle mêle ses convictions et des propositions précises, elle apporte une contribution précieuse au projet des socialistes.
"Si tu es aussi sensible, tu n'es vraiment pas faite pour la politique." Martine Aubry avait été choquée par cette remarque cynique d'un de ses collègues ministres, à la veille de la défaite de mars 1993. Elle venait de lui raconter sa dernière réunion électorale, au cours de laquelle de nombreuses personnes avaient exposé leur détresse. Du coup, elle mesurait le fantastique décalage entre les hommes politiques et les Français.
Aujourd'hui, Martine Aubry a choisi de continuer à faire de la politique. A sa manière. Pragmatique et concrète. Elle a créé une fondation contre l'exclusion et écrit un livre dans lequel elle invite à renouer avec la politique. "La vraie, celle qui a pour ambition d'améliorer la vie quotidienne des femmes et des hommes." Foin de théorie emphatique ou de tactique d'appareil dans cet ouvrage. D'abord, la critique du bilan de la gauche au pouvoir et l'affirmation des valeurs sur lesquelles l'opposition doit bâtir un nouveau projet. Sans pour autant céder à la démagogie. Ensuite, point fort du livre, elle avance des propositions précises sur les problèmes auxquels est confrontée la société française : l'emploi, les inégalités, la protection sociale, la vie dans les banlieues, la lutte contre l'exclusion. Elle préconise un projet de société où l'on peut "choisir son temps". L'ancien ministre attaque la droite mais en appelle aussi à la responsabilité de chacun pour aborder les mutations qu'elle prône. Un livre réaliste, plein d'idées. Et qui prend la politique par le bon bout.

J.-P.B.

(1) "Le choix d'agir". Albin Michel, 211 p., 89 F.

COUP DE GUEULE

En données corrigées des variations saisonnières de l'histoire, le conflit de Bosnie est la guerre d'Espagne de notre génération. La question est moins de savoir qui va la gagner que de désigner qui doit absolument la perdre. Ici, osons dire que toute paix n'est pas bonne à prendre. Parce que, si la comptabilité des horreurs et la juste pesée des responsabilités pour chaque obus illustre jusqu'à la nausée l'absurdité de la guerre, elle ne nous dit rien de ses enjeux. Il nous faut un vaincu : le principe de la purification ethnique et celui qui l'incarne, Milosevic. Faute de quoi la contagion est inéluctable de l'Atlantique à l'Oural, de Le Pen à Jirinowski. Et jusque dans l'esprit des victimes. Déjà quelques journalistes ont craint la dérive islamique du camp bosniaque jusque-là multiculturel. Mais, nous tous, ne parlons-nous pas des "Serbes" pour désigner la fraction qui les gouverne ? Or les Serbes aussi ont besoin que le droit des Bosniaques soit rétabli. En tout cas s'ils veulent être, demain, quelque chose de plus que des Serbes : des Européens et des démocrates. Une Serbie laïque que nous continuons d'aimer souffre sous la férule de la grimaçante religion nationalo-ethnique. L'histoire n'a-t-elle pas montré que, pour retrouver l'Allemagne, il fallait débarrasser l'Europe d'Hitler ? Notre siècle est entré de nouveau dans le bruit et la fureur. Ceux qui s'y engagent sans mémoire ne peuvent y espérer d'avenir.

Jean-Luc Mélenchon



VIOLENCES DANS LA BANLIEUE DE RO

Derrière les murs,

Privés de médiateur par négligence administrative, à la cité du Châtelet, les jeunes ont crié leur colère dans la violence. Ils se sentent incompris et délaissés. Les ghettos des banlieues sont des lieux d'exclusion qui menacent d'exploser. Reportage.



Ibrahim est mort, tué par un gendarme. Il avait 18 ans. Au centre social du Châtelet, sur les hauteurs de Rouen, quelques affichettes interpellent : "Mérite-t-on la peine de mort quand on est au volant d'une voiture ?".

Désœuvrement installé au cœur des HLM, chômage chronique, exclusions de toutes sortes, interpellations quotidiennes de la police pour délit de sale gueule... Les jeunes n'en peuvent plus. La mort de leur copain fait déborder le vase. Ils veulent le venger. La colère explose. Durant plusieurs nuits, jeunes et CRS s'affrontent violemment.

"Quand certaines professions cassent et se conduisent comme des vandales, tout le monde leur accorde des circonstances atténuantes parce qu'ils expriment leurs souffrances. Et parce que se sont des électeurs ! Quand les jeunes des banlieues expriment leur désarroi, ce sont des vandales et des bandits !" s'emporte un habitant.

Ce qui s'est passé dans ce quartier périphérique de Rouen, n'est pas différent de ce qu'ont vécu Vaux-en-Velin (Rhône) ou d'autres ghettos en région parisienne. C'est l'expression de l'éclatement de notre société où des êtres humains sont exclus de tout, frappés par le chômage, l'échec scolaire, concentrés dans des ensembles déshumanisés loin du cœur de la ville, coupés des structures sociales...

"Ah ! vous allez au Châtelet, disait un chauffeur de taxi du centre de Rouen, en principe, on n'y va pas, c'est des dingues là-bas..."

Après plusieurs nuits d'affrontement, le calme est revenu dans la cité du Châtelet mais le mal-vivre demeure

La peur ? Le rejet ? Est-ce supportable que se construise une barrière entre le centre-ville et les quartiers alentour ?

"La cité du Châtelet est un espace de forte désintégration et non de forte criminalisation, insiste Hamidou Mboh, directeur du centre social. Il est temps pour les pouvoirs publics d'affronter la réalité sociale telle qu'elle est. L'Etat prétend mener une politique d'intégration mais ne se donne pas les moyens de l'assumer au plan national. Dans ces quartiers, nous sommes aussi civilisés qu'ailleurs. Les gens qui y vivent veulent conserver leur dignité. Il faut écouter la parole des jeunes. Ici, pour Ibrahim, pour l'avenir, ils veulent la justice."



"Quand les jeunes cassent, ils nous disent quelque chose que l'on ne veut pas entendre."

Bernard Emo
éducateur et homme de terrain.

La maladie sociale

Parce qu'il y a eu un mort, le maire UDF, François Gauthier, est venu sur les lieux et a proposé de créer, dans la cité, des... petits boulots. Pour les quartiers "difficiles", Edouard Balladur et Simone Veil, ministre

UEN

la souffrance

de la Ville, n'ont su faire que des effets d'annonce. Sur le terrain, où rien ne se fait, c'est la politique du vide, le total désordre. Ecœurés du chômage comme des emplois de proximité sous-payés, les adolescents dérivent. Et l'on s'étonne qu'ils jettent des pierres sur les bus, les forces de l'ordre, gestes dérisoires qui ne font qu'activer la haine.

En 1992, François Loncle, alors ministre de la ville, avait nommé un médiateur au sein de cette cité des Hauts-de-Rouen : Bernard Emo, éducateur au ministère de la justice, mais aussi véritable homme de terrain. Il définit ainsi son travail : "J'avais des permanences, j'allais à la rencontre des habitants, des jeunes. J'essayais de comprendre leur souffrance, d'être à leur écoute. Ensuite, j'essayais de restituer un peu de leurs paroles aux responsables de ce pays. J'ai fait des propositions, donné quelques pistes. C'est un quartier, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, qui s'exprime de façon émotionnelle. Les bases sociales ont disparu. Les dirigeants de ce pays sont des rationalistes. Ils sont incapables de comprendre l'émotion et de fait, le contact ne peut pas s'établir. Quand les élus vont dans ces quartiers, ils veulent rationaliser alors que les gens parlent de leurs souffrances. La souffrance, ce n'est pas rationalisable".

"Quand les jeunes cassent, ils nous disent quelque chose que l'on ne veut pas entendre. Ils se révoltent contre leur souffrance, mais aussi contre celle de leur père qui est au chômage, qui a perdu sa dignité, qui reste à la maison, et qui ne peut plus se révolter. Quand je vois un gosse faire une connerie, je lui dis : "arrête, si ton père te voyait..." Et le gosse ne comprend pas. Je vais au bistrot, je dis au père : "ton gosse va avoir des ennuis". Le père ne comprend pas. Alors je lui dis : "ton fils va se faire plomber par les flics". Alors là, seulement, un déclic se produit... N'est-ce pas le signe de la rupture ?"

Dès l'arrivée du gouvernement Balladur, Bernard Emo a écrit au nouveau ministre de la Ville pour définir, avec lui, sa mission. Pas de réponse. Alors, le 17 janvier dernier, parce qu'on ne lui demandait plus rien, Bernard Emo a démissionné en prévenant "dans ce quartier, ça va péter !" Quelques jours après, Ibrahim était tué et la violence s'enchaînait. Aujourd'hui, Bernard Emo est à nouveau, à titre personnel, sur le terrain, près des habitants, près de ses copains. Le calme est revenu, mais le maire de Rouen en a fait toute une polémique parlant même de manipulation politique...

"Il y a de plus en plus de souffrance exprimée dans l'attitude des jeunes qui vivent dans ces ghettos, crie Bernard Emo. De plus en plus de désespérance dans leurs discours.



En outre, les déclarations de Pasqua entraînent des crispations, et de la méfiance. Ces gosses souffrent de leur passé, de leur exclusion quotidienne, mais aussi de leur manque d'avenir. Quand on n'a plus d'avenir, on est prêt à tout. Dans ces quartiers, de la pauvreté on est passé à la misère, de la misère au misérabilisme et l'on arrive à la morbidité, à la maladie sociale. Au lieu de focaliser sur trois magasins cassés, les élus feraient mieux de se demander comment ils vont répondre à la misère et à l'exclusion."

Chrystie Lipani

La cité des Sapins sur les hauteurs de Rouen compte 18.000 habitants, soit un cinquième de la ville. Elle est composée de plusieurs quartiers dont le Châtelet, un ghetto de 7.500 habitants. Les premiers logements ont été construits vers 1926. Le taux de chômage y atteint 80%.

La pêche : à reconstruire

Le désespoir des pêcheurs a éclaté avec violence malgré les propositions de dernière heure du gouvernement. Deux bretons, le maire de Rennes, Edmond Hervé, et Gilbert Le Bris, maire de Concarneau, délégué du PS à la pêche, s'indignent.



J'étais à Rennes avec les pêcheurs... et je ne le regrette pas ! Qui prend, en effet, le soin de les écouter ? Combien d'élus, de journalistes ont fait une marée de quinze jours pour connaître ce métier ? Sait-on qu'actuellement le matelot, après une quinzaine en mer, doit prendre chez lui de l'argent pour le donner à son patron ? Chez les marins-pêcheurs, la révolte n'éclate que lorsqu'on est dos au mur, touché dans son activité vitale... Comme en 1968, 1975, 1980, 1993. A Rungis, à Boulogne-sur-Mer, à Lorient ou Rennes, ils étaient venus en force, et malheureusement en violence, ce qui a permis que tout le monde s'intéresse enfin à eux !

Mais les a-t-on compris ? Ils ont manifesté en cassant à Lorient et les premières mesures ont été obtenues ; ils ont récidivé en saccageant à Rennes... et leurs revendications ont connu de nouvelles avancées ! Que penser de l'évolution de notre démocratie quand nous, élus et syndicats unanimes, réclamions ces réformes depuis des mois avec détermination mais, hélas, trop pacifiquement pour être entendus ! Le gouvernement vient de montrer aux pêcheurs, et sans doute à d'autres, qu'avec lui "force et rage" font plus que "patience et longueur de temps". En bref, il ne réagit qu'à la force des manifs !

Pour toutes ces raisons, j'étais avec les pêcheurs, pas avec les casseurs.

J'ai constaté avec tristesse que, ce jour-là, deux symboles de la Bretagne ont souffert : la pêche et le Parlement. On ne peut vénérer le monument historique et mépriser un véritable patrimoine économique : les deux sont à reconstruire. La pêche, c'est 17.000 pêcheurs mais 100.000 emplois qui en découlent ; activité utile à la France, elle est indispensable à la Bretagne et vitale pour une frange côtière.

> *"Ma première pensée va au monde de la pêche qui a voulu exprimer ses légitimes revendications. Maire de Rennes, j'ai un devoir de responsabilité. C'est au nom de celui-ci que je veux redire que l'Etat n'a pas assuré comme il se devait, la sécurité dans la ville."*
>
> *Edmond Hervé*

Les pêcheurs vous le diront : ce métier qu'ils aiment ne leur permet plus de vivre. Ils vous parleront des importations triomphantes des pays de l'Est affamés de devises, du Sud au moins-disant social, de l'Ouest dopés par la faiblesse du prix du pétrole, du Nord, champions du blanchiment de produits extra-communautaires. Ils vous expliqueront qu'ils veulent une Europe ouverte mais pas une Europe offerte, car nos partenaires, tenants du libre échangisme, ne le sont jamais, eux ! Aux USA, le Trade Act, par sa section 301, permet le lancement d'enquêtes sur des produits importés qui, comme par hasard, s'avèrent toujours non conformes ! Ils exportent pourtant vers l'Europe, en toute impunité, des poissons gonflés d'adjuvants et autres conservateurs. La CE devrait défendre ses propres consommateurs et protéger notre pêche : il est anormal que l'Europe, pour se mettre en règle avec les faits, accepte un quota d'importation de 700.000 tonnes de cabillaud contre 500.000 tonnes l'année dernière. Il est irresponsable que le gouvernement français accepte que les "noix de pétoncle" canadiennes soient vendues comme "noix de Saint-Jacques" en France.

Il est temps de considérer la pêche française comme une industrie alimentaire nationale. Cela suppose d'agir vite et sans jouer, comme le fait le ministre, à repasser plusieurs fois la même enveloppe financière sous les yeux des pêcheurs pour faire croire qu'il y en a plusieurs ! Que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent pour :

- Arrêter ces importations par l'application de la clause de sauvegarde sur les espèces sensibles soit 80% de notre production.
- Restructurer une filière professionnelle éclatée et opaque, qui fait d'une lotte à 15 F sous criée une lotte à 150 F chez le poissonnier.
- Aider financièrement les pêcheurs afin qu'ils puissent reprendre, avec un revenu décent, leur dur métier.

C'est au prix de ces efforts que ceux qui ont crié avec l'énergie et les excès du désespoir, retrouveront leur dignité.

Gilbert Le Bris

Télévision : état critique



L'omnipotence de la télévision fait évoluer les discours sur ce média. Technologie plus qu'art, se substituant au réel, elle provoque en retour un nouveau regard, critique. Arrêts sur l'image avec Daniel Schneidermann, chroniqueur au Monde.

A lire la masse de réflexions qui s'accumulent dans les revues et les livres, on peut avoir l'impression que la perception d'une hégémonie télévisuelle sur la société est relativement récente. Comme si la mesure de la place que le petit écran tient dans nos cœurs et dans nos têtes, nos façons de vivre et de penser, notre vie politique, notre organisation sociale et jusqu'à notre devenir même d'humain, était enfin prise.

La télévision est partout. Le rêve du général de Gaulle -"Mais c'est au peuple lui-même, et non seulement à ses cadres, que je veux être lié par les yeux et les oreilles. Il faut que les Français me voient et m'entendent, que je les entende et que je les voie... Or voici que la combinaison du micro et de l'écran s'offre à moi au moment même où l'innovation commence son foudroyant développement. Pour être présent partout, c'est là soudain un moyen sans égal" (1)- s'est réalisé, mais au profit de la télévision elle-même. Dans les salles de cinéma, deux films (d'inégale valeur) "Kika" et "La vengeance d'une blonde" disent, chacun à leur manière, les confusions du monde réel et de l'univers télé. Le "20 heures", jadis baptisé grand-messe, affole la meute des politiques, des gamins de banlieue, des juges et des justiciers. Du télétravail à la télésurveillance, tout est télécommandé alors que le téléphone s'apprête à devenir vidéophone. La télé "crée l'événement" ou le légitime : aux yeux du monde une famine ou une guerre qui se déroulent en dehors des caméras n'existent pas et les chefs d'Etat consultent CNN avant leurs ambassadeurs. Et les Français (sauf les chômeurs et les insomniaques) passent devant leurs postes de télévision un peu moins de temps qu'au travail et au sommeil et un peu plus qu'à tout le reste.

On comprend, devant cette omnipotence, que le discours sur l'audiovisuel ait singulièrement évolué. "La télévision a pu se croire art nouveau..." (dans les années 60), écrit Jérôme Bourdon dans son passionnant "Haute fidélité" qui se veut la première histoire politique de la télévision. Temps bien révolu : tout ce ▶



La télévision est partout.

qui avait paru le préfigurer est, soit irrémédiablement désuet, soit sans postérité, soit trop proche du cinéma pour être vraiment spécifique. Quasiment pas de monographies sur des téléastes, si l'on excepte celle de Anne-Marie Duguet sur Jean-Christophe Averty, créateur sans héritier dont les recherches s'arrêteront sur la mosaïque et le mur d'images.

Aux yeux du monde, une famine ou une guerre qui se déroulent en dehors des caméras n'existent pas et les chefs d'Etat consultent CNN avant leurs ambassadeurs.

Il peut même paraître pathétique qu'à l'heure où l'on élève au rang d'art la chanson, la table, la cuisine, la mode et même le sport, la télévision n'ait pu y accéder : ni huitième, neuvième, dixième art, ni même art mineur. Est "art" à la télévision, à des degrés divers de fidélité, d'ersatz ou de trahison, tout ce qui n'est pas la télévision. Un critique cinématographique, Serge Daney, acceptant le défi d'une rubrique de télévision à "Libération", concluait à l'impossibilité d'une critique esthétique des images télévisuelles, univers dépourvu à ses yeux de sens et de magie, au contraire d'un cinéma qu'il finit par briser par sa profusion d'images. Par cette impasse, il ouvrait la voie à tout un courant critique qui, de Daniel Schneidermann du "Monde" à Arnaud Viviant de "Libération" allait, avec des succès divers, regarder du côté de la sociologie et du décodage des signes (des indices, dirait Régis Debray), traquer le mensonge derrière la vidéo.

N'échappant pas à son destin de moyen de communication, c'est du côté de la technologie que la télévision est définitivement rangée.

L'ère télévisuelle n'est-elle qu'un des aspects de la révolution informatique, résultat de la découverte d'une troisième dimension de la matière -l'information- à côté de la masse et de l'énergie, comme le souligne Paul Virilio ? Ou sommes-nous entrés dans un troisième âge de l'Humanité comme le pense, en disciple pessimiste de McLuhan, Régis Debray, la vidéosphère (civilisation de l'image) succédant à la graphosphère (civilisation de l'écrit-imprimé) qui succédait elle-même à la logosphère (civilisation orale) ? "Repères simplistes encore, écrit l'auteur de "L'Etat séducteur". En logosphère, la croyance va principalement à ce qu'on écoute ; en graphosphère, à ce qu'on déchiffre ; en vidéosphère, à ce que l'on voit-entend. Superstition spontanée, successive, de la récitation, de la signature, du visionnage." Nos deux auteurs semblent d'accord pour penser, comme le préhistorien Leroi-Gourhan, que c'est "la technique qui invente l'homme" : "L'homme d'influence en vidéosphère... c'est un autre individu suscité par une autre technologie", écrit Debray. Le message reste plus que jamais le média, selon l'expression de McLuhan. L'abolition du temps et de l'espace, le culte de la vitesse, les effets de simultanéité et d'ubiquité que crée la technique télévisuelle ne peuvent qu'avoir des conséquences sur l'homme et son devenir, sa perception du réel, son positionnement, pense Virilio. Alors que Debray, avec le talent d'écrivain qu'on lui connaît, s'intéressant davantage à une organisation politique contrainte de se mouler dans les plis de la dictature des médias, touche souvent juste mais se laisse parfois entraîner sur une pente polémique qui nuit à la scientificité voulue de ses propos.

Restent curieusement absentes de ce nouveau regard sur la télévision des études plus précises sur les modifications des modes de vie que la pratique intensive de la télévision de nos contemporains a entraînées. Et des recherches sur ce matériau inexploré que sont les archives télévisuelles elles-mêmes.

Bernard Chaouat

(1) "Mémoires d'espoir", tome 1, p. 301, Plon.

Bibliographie

Histoire politique de la télévision

Jérôme Bourdon,
- "Histoire de la télévision sous de Gaulle", INA, Paris, 1990.
- "Haute fidélité, Pouvoir et télévision, 1935-1994", Seuil, Paris, 1994.

Marie-Eve Chamard et Philippe Kieffer,
- "La télé, dix ans d'histoire secrète", Flammarion, Paris, 1992.

Monographies

Anne-Marie Duguet,
- "Jean-Christophe Averty", Dis voir, Paris,1991.

Critique de la télévision

Serge Daney,
- "Le salaire du zappeur", POL, Paris, 1993.
- "L'exercice a été profitable", POL, 1993.

Daniel Schneidermann,
- "Arrêts sur images", Fayard, Paris, 1994.

Essais théoriques

Régis Debray,
- "L'Etat séducteur, Les révolutions médiologiques du pouvoir", Gallimard, Paris, 1993.

Daniel Bougnoux,
- "La communication par la bande", La Découverte, Paris, 1991.

Paul Virilio :
- "L'art du moteur", Galilée, Paris, 1993.

"Les mythes sous le spectacle"

Vous êtes chroniqueur de télévision au "Monde" depuis deux ans. Pourquoi avez-vous éprouvé le besoin d'écrire un livre, "Arrêts sur images" (1), composé d'articles non publiés dans ce journal ?

Daniel Schneidermann : Parce que la chronique est prisonnière de deux carcans. D'une part, la longueur. On ne peut pas faire plus de quarante-cinq lignes, et il y avait des sujets sur lesquels j'avais envie d'en écrire plus. D'autre part, le délai. La chronique s'écrit à chaud, juste après les émissions. Or, quelquefois, des idées me venaient plusieurs mois plus tard. Des images étaient éclairées par d'autres images, de nouvelles perspectives naissaient. Un livre, un article de journal me faisaient penser que la vraie nature de telle image, peut-être déjà traitée dans ma chronique, m'avait échappé sur le moment. Par exemple, la profonde ambiguïté de "Froufrous", de Christine Bravo, m'est apparue seulement plusieurs mois après. Il était tellement compliqué d'expliquer en quoi le ressort de cette émission était une transmutation du féminisme en spectacle, que je n'avais pas pu le faire en quarante-cinq lignes. Dans certains de ces "Arrêts sur images", je recherche les mythes sous les spectacles télévisés (par exemple, le mythe du paradis perdu dans les émissions de Jean-Pierre Coffe). Ces réflexions ne peuvent se cristalliser qu'avec le temps.

On a l'impression que vous aviez un objectif pédagogique..

Bien sûr. Aujourd'hui la télévision a tout dévoré. La vie politique, culturelle, le cinéma, la chanson, le théâtre. Une morale s'y définit. Ou, en tous cas, s'y élaborent les bribes d'une morale qui n'est plus enseignée dans les cours d'instruction civique des écoles. La télévision est devenue quelque chose d'essentiel, et je ne suis pas de ceux qui la démonisent, de ceux qui disent que c'était bien mieux avant. Un tel regret me paraît inutile. Elle est là, il faut faire avec et apprendre à la maîtriser. Apprendre à décrypter un journal télévisé est aussi essentiel que d'apprendre à interpréter un poème de Rimbaud. La vie politique, aujourd'hui, se joue au "Bébête-show", aux "Guignols de l'Info" et au "20 heures".

Comment pratiquez-vous ce décryptage des images ?

Les images ne reflètent jamais le réel. On peut distinguer quelques grands axes de distorsion que la télé fait subir au réel. Tout d'abord la scénarisation. Le journal télévisé, par exemple, met souvent en scène des héros, des méchants, des courageux, des lâches. Et, à la fin du sujet, se produit un "happy end". Par exemple, on montre un enfant qui meurt de faim, mais, à la fin, arrive un médecin humanitaire.



Balladur dans le métro le "réel" mis en scène.

Ensuite, la schématisation. L'effrayante complexité de la réalité n'est jamais rendue. Il faut que cela "saigne", comme disait Boris Vian. Il faut que ce soit violent, paroxystique. C'est une loi du journalisme : seuls sont intéressants les trains qui déraillent. L'information télévisée nous montre bien souvent le pire du pire. On pourrait y ajouter la moralisation. Il faut qu'il y ait péché, faute, rédemption. La Bosnie, de ce point de vue, est caricaturale. Les méchants Serbes, les gentils assiégés, les salauds d'Européens, la figure de salaud-en-chef qui est en train de se dégager autour de Boutros-Gali. Processus qui n'en est, d'ailleurs, qu'à son début. Le Secrétaire général de l'ONU va devenir le Garetta de la Bosnie.

Comment vous situez-vous par rapport aux "Mythologies" de Roland Barthes ?

J'ai lu les "Mythologies" au lycée et j'ai attendu d'avoir fini d'écrire "Arrêts sur images" pour le relire. Ce qui reste, c'est l'acuité du regard, ce cri désespéré lancé à la face de l'époque : "Je ne vous crois pas". Là, je me reconnais un peu, bien sûr. Ce qui a vieilli, c'est le soubassement marxiste. Les mythologies dont parlait Barthes tendent à nous imposer des modèles de comportement. A plusieurs reprises, il insistait sur le modèle familial traditionnel que l'on veut nous imposer et qu'il désapprouve. On n'en est plus là. Notre système médiatique voudrait toujours nous imposer des modèles, mais ceux-ci ont changé. Par exemple, les téléfilms de TF1 mettent souvent en scène des mères célibataires ou divorcées.

Vous vous faites le porte-parole du téléspectateur moyen, mais vous êtes un téléspectateur éclairé. N'y a-t-il pas contradiction?

C'est, en effet, un exercice très ambigu. J'essaie de me placer dans les conditions du téléspectateur moyen. C'est-à-dire : pas de cassette, pas de pré-visionnage des émissions, pas de projection de presse, pas de fréquentation des gens qui font les émissions de télé, ni de ceux qui y passent. Jamais. Je vois les émissions en direct. Car je trouve que la télévision est de plus en plus définie par les conditions dans lesquelles elle est regardée. A ce sujet, ce qui m'a beaucoup frappé, ce sont les différences de réactions, dans ma corporation, quand ARTE est arrivée. Il y a eu deux clans. Ceux de mes confrères qui regardaient les émissions avant leur diffusion ont été en général enthousiastes, mais ceux qui la regardaient comme moi dans leur salon, leurs enfants sur les genoux, le téléphone qui sonne et la télécommande à la main, ont été beaucoup plus circonspects. Mais, évidemment, je ne peux évacuer mon histoire personnelle. J'ai fait une école de journalisme, j'ai dix ans de reportages derrière moi, j'ai lu, j'ai rencontré des gens. Et le "nous", que j'utilise dans le livre, est peut-être un procédé stylistique par lequel j'essaie d'exprimer mon désir de connivence, non pas avec les gens qui font la télévision, mais avec ceux qui la regardent.

Propos recueillis
par Bernard Chaouat et Claude Polak

(1) Fayard. 1994, 234 p., 89 F.

LIVRES

Retour aux établis

Dans un monde où l'engagement militant suscite moue désabusée et scepticisme chic, l'histoire de volontaires pour l'usine paraît venir d'un autre temps ou d'une autre planète.
En France, il y a moins de vingt ans, une organisation gauchiste décide que ses militants doivent aller où se trouve la vérité : en usine, auprès des ouvriers. D'abord quelques centaines, ils devinrent quelques milliers et s'appelèrent "les établis".
Virginie Linhart est la fille du plus célèbre d'entre eux. Après avoir rejeté cette histoire douloureuse, elle fut prise de l'envie "de tout comprendre." D'où un livre, ou, plus exactement, deux livres en un.
L'un raconte l'aventure du maoïsme en France, de l'UJC (ML) (Union des jeunes communistes marxistes-léninistes) à la GP (gauche prolétarienne). L'autre reproduit des parcours individuels souvent émouvants. Ensemble, ils permettent de mieux comprendre.
Comprendre l'influence de Mao. Comprendre le choix des usines, les plus symboliques : Sochaux-Peugeot, les chantiers de Saint-Nazaire ou, mieux, les usines Renault de l'île Seguin. Comprendre comment le travail en usine valorisait le statut de ces "établis" au sein du monde militant, en même temps qu'il leur assénait un choc physique et psychologique. Comprendre les violences provoquées, les grèves lancées puis les licenciements. Comprendre le basculement -évité de justesse- dans le terrorisme. Comprendre l'auto-dissolution après l'assassinat d'Overney et le mouvement imprévu des Lip.
Mais il reste un mystère. Quels débats l'adoption de la ligne d'établissement, l'engagement, la rupture qu'elle impliquait, ont-ils suscités ? Pourquoi s'écoule-t-il cinq années entre la dissolution de la GP et le retour des derniers établis ? Quels regards les acteurs portent-ils sur ce parcours ? Nous attendrons le deuxième tome de cet ouvrage à facettes.

Gilles Finchelstein

Virginie Linhart, "Volontaires pour l'usine -Vies d'établis- 1967/1977", Seuil, 1994, 241 p. 120 F.

COLLOQUE

Justice et communication

Sujet d'actualité brûlant à l'heure où est dénoncé le "cirque médiatico-judiciaire", que le colloque de "Droit et démocratie" et de "Communication publique" : "Justice et communication". Il était particulièrement intéressant d'entendre les réflexions suscitées par la publicité des récentes affaires judiciaires chez les juges, avocats et journalistes conviés à en débattre.
Pour le procureur général Pierre Truche : "Entre presse et justice, il n'y a ni unité de temps, ni de lieu, ni d'action." La différenciation entre la phase présumée secrète de l'instruction et la phase publique de l'audience fut vite mise sur le tapis : la violation du secret de l'instruction est devenue la règle. Inapplicable pour beaucoup de participants, comme pour le garde des sceaux actuel -qui caresse le projet d'un magistrat porte-parole dans chaque juridiction- le secret de l'instruction n'a plus qu'un "caractère politique" selon Philippe Bilger. "Jamais on n'aura connu un tel décalage entre l'Etat de droit et l'état des mœurs" affirme Jacques Ribs. Comme l'a noté le bâtonnier Guy Danet, la défiance des Français envers leur justice -60% considèrent qu'elle est l'administration à réformer en priorité, 70% qu'elle ne remplit pas son rôle- n'incite pas à l'optimisme. La médiatisation de magistrats ne semble pas le moyen de donner une meilleure image de la justice, et les journalistes présents, à l'exemple de Dominique de Montvallon de "l'Express", ont critiqué certaines dérives du journalisme d'investigation. Et Robert Badinter de conclure : "Le pire c'est quand le juge se prend pour un journaliste et le journaliste pour un juge. Si l'on veut bien se placer du côté du justiciable et de la démocratie, cette distinction est fondamentale. Car quel recours en cas de diffamation, de violation de la vie privée, sinon saisir la justice ? Et quelle réplique quand la justice défaille -et, en cette année, nous ne pouvons pas ne pas penser à l'affaire Dreyfus- sinon l'opinion publique et la presse ?"

B.C.

HISTOIRE

Les journées de février 1934

Cela fait plusieurs années que la crise née en 1929 aux Etats-Unis s'est abattue sur la France. Les réponses patronales s'appellent : montée du chômage, baisse du pouvoir d'achat et mise en cause des acquis sociaux.
Pour faire passer cette politique, le patronat français s'accommode d'abord des gouvernements à direction radicale. Choix compréhensible : les radicaux ont l'habitude de se faire élire par les voix de gauche et de mener, une fois au pouvoir, la politique de la droite. Mais, face à la crise, la politique radicale apparaît hésitante et il devient facile de dauber sur l'impuissance des "politicards". C'est sur ce terreau que se développent les ligues d'extrême droite. Les "affaires", dans lesquelles sont compromis de nombreux notables radicaux, éclatent alors et aboutissent au "suicide" de l'escroc Stavisky. Pour l'extrême droite, l'occasion est trop belle. C'est unie qu'elle appelle à manifester, le 6 février, en direction de la Chambre des Députés, contre "le régime abject", manifestation qui tourne à l'émeute avec, au bilan, 14 morts.
Le 12 février, les travailleurs ripostent. Pour défendre la République, la volonté populaire impose l'unité d'action aux communistes et aux socialistes. Les cortèges se rejoignent, ils fraternisent. C'est le triomphe du peuple démocrate.
L'extrême droite d'aujourd'hui n'est pas celle de 1934. Aucune émeute n'a, à ce jour, directement ébranlé la République. La manifestation antiraciste du 5 février 1994 n'a certes pas eu la portée symbolique qu'eut la riposte unitaire du 12 février 1934. A l'heure où Charles Pasqua encourage tous les fantasmes sécuritaires et anti-immigrés, une riposte organisée de tous ceux qui n'acceptent pas que l'étranger fasse figure de bouc émissaire est plus que jamais nécessaire. Mais tant que la gauche de ce pays donnera le sentiment qu'elle ne défend une politique de gauche que quand elle est dans l'opposition, il y aura toujours des hommes et des femmes pour chercher un recours du côté de l'extrême droite, toujours des menaces pour la démocratie.

Jacques Kergoat

Collection Archives

Elus locaux : une force majeure pour l'action

"Un outil d'échanges et de réflexions. Un lieu de défense et d'illustration du noble mandat d'élu". Lors de sa conférence nationale à Alfortville (Val-de-Marne), la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR) a réaffirmé son rôle et ses objectifs.



Bernard Poignant, maire de Quimper, président de la FNESR, n'a pas manqué de le rappeler en ouverture de la journée du 2 février : "la FNESR a fait peau neuve, ses instances sont renouvelées, ce qui permet d'envisager l'avenir avec détermination". Son nouveau conseil national, élu dans l'unité et le respect des différences, est en place jusqu'aux rendez-vous importants de 1994 : les élections municipales et présidentielles. Force de proposition, la FNESR débat en profondeur des thèmes clés qui sont au cœur des préoccupations des élus locaux tels l'aménagement du territoire, la fiscalité locale, la politique de la ville, l'emploi, le logement... Elle doit pouvoir compter sur ses unions départementales. Sa première tâche consiste donc à relancer leurs activités. Deuxième mission importante pour la FNESR : développer son rôle de services aux élus. "Il existe une forte attente de pouvoir échanger nos expériences locales, a précisé le président, et il nous faut aussi réfléchir à une meilleure synergie entre parti, fédérations et groupes parlementaires." Sans oublier l'Europe. Bernard Poignant a annoncé qu'un colloque -"collectivités locales et Europe"-, se tiendra avant les élections européennes.

Mais le président a surtout insisté sur l'esprit d'ouverture qui caractérise la FNESR. "Tous les socialistes sont républicains mais tous les républicains ne sont pas socialistes. Nous devons rester accueillants et ouverts à tous ceux qui veulent travailler à nos côtés. La FNESR est un réseau précieux d'élus qui accompagne les décisions politiques. Une force de frappe qui ne demande qu'à être mise en mouvement." Appuyant ces propos, Michel Rocard a rappelé que "la FNESR a vocation à rassembler les élus au delà des seuls socialistes. Nous restons respectueux des autres pour qu'ils se sentent concernés par nos propres propositions. La réussite de nos Etats généraux a démontré notre volonté de dépasser les clivages." Pour le premier secrétaire, une des richesses du Parti socialiste est de compter de nombreux élus qui, par leur diversité et leurs connaissances de la population, sont des atouts majeurs. "La FNESR ne peut jouer pleinement son rôle de force de réflexion que dans une logique politique. Et celle-ci ne trouvera sa cohérence que si elle part d'expériences de terrain. Il est de bon ton, aujourd'hui, de dénigrer l'action politique mais j'observe un réel attachement de nos citoyens à leurs élus de proximité, ceux-là mêmes que la FNESR entend rassembler."

C.L.

Michel Rocard et Bernard Poignant : "reconstruction et reconquête".

LES VILLES MOYENNES DANS L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La Fédération des maires de villes moyennes que préside Jean Auroux, maire de Roanne, va assurer une présence active, sur tous les fronts et les lieux, pour préparer l'aménagement du territoire. Elle entend être reconnue acteur à part entière du dispositif de la future loi d'orientation. Elle devrait présenter, dans les prochains jours, ses propositions dans un livre blanc. La Fédération des villes moyennes souhaite suivre de près l'évolution de l'intercommunalité, des regroupements de communes, ses effets géographiques et politiques. Elle a décidé de se montrer entreprenante et novatrice sur un thème encore peu défriché : les "futures autoroutes de la communication et du savoir". Les évolutions techniques laissent en effet prévoir, pour les prochaines années, des révolutions profondes. La fédération organisera un grand colloque "multisite". Jean Auroux précise : "Il y va des nouveaux modes de vie et de société comme d'une nouvelle et incontournable approche de l'aménagement du territoire".

POLITIQUE

INTERNATIONALE

L'ignoble massacre du marché de Markale, samedi 5 février, a suscité émotion et indignation. Contraignant la communauté internationale -et particulièrement l'Union européenne- impuissante, depuis vingt-deux mois, à mettre un terme à ce conflit d'un autre âge, à hausser le ton. Mais les divisions de tous ordres qui la paralysent depuis le début risquent, une fois encore, de retarder une action qui ne peut être désormais que militaire. Le prix pourrait en être très lourd. Mais l'éthique qui fonde les démocraties l'emportera-t-elle un jour sur la faiblesse qui les caractérise et obère leur décision collective ?



Coll. Fondation Jean Jaurès

APRES LES MASSACRES EN BOSNIE

Halte au sang !

Pour le Parti socialiste, qui refuse le partage ethnique, il est temps d'agir pour imposer le cessez-le-feu, y compris par la force, et de passer de l'incantation à l'action.

L'obus de mortier qui a, d'un coup, tué soixante-huit personnes à Sarajevo le 5 février, a apparemment remué les consciences plus que n'ont pu le faire près de deux années de violences et de massacres, avec leur cortège d'atrocités (environ 140.000 morts), de réfugiés (les 3/4 de la population de Bosnie-Herzégovine sont "déplacés") et de destructions matérielles (villes, villages, monuments rasés). Malgré les doutes "techniques" émis par les officiels de l'ONU, contredits par les propos à peine voilés des généraux de la FORPRONU, l'origine du tir ne fait pas question.

Mais le coup a cette fois dépassé la mesure et si le tir de vendredi dernier, attribué à l'armée serbe de Bosnie et ne faisant que huit victimes, a été passé dans les comptes ordinaires de la guerre, celui de samedi, très meurtrier, a dérangé le programme mis au point par la diplomatie internationale au sommet de l'OTAN des 10 et 11 janvier. Celui-ci avait oublié Sarajevo pour porter son attention sur Srebrenica, enclave bosniaque où doit être relevé le contingent canadien de casques bleus, et Tuzla dont il a été décidé de réouvrir l'aéroport. Le massacre du 5 février vient rappeler la situation intenable de la capitale bosniaque. La levée du siège de Sarajevo, qu'avec l'ensemble des groupes et associations qui militent pour la défense de la Bosnie-Herzégovine, le PS réclame depuis longtemps, s'impose dès lors comme un objectif prioritaire. La proposition Léotard-Juppé du 6 février, si elle semble aller dans le même sens, soulève néanmoins une série de questions.

1. S'agit-il de regrouper, sous le contrôle de la FORPRONU, les armes lourdes serbes et bosniaques présentes dans un rayon de 30 km autour de la ville, ou de démilitariser complètement ce périmètre, ce qui suppose son occupation par les forces de l'ONU ? L'objectif est-il la levée complète du siège de Sarajevo, ou simplement le desserrement de l'étau qui étrangle la ville ?

2. La proposition de lancer un ultimatum à tous les "belligérants", en fait aux Serbes, avec la menace de frappes aériennes s'il n'était pas suivi d'effets, introduit un élément de rupture dans la politique officielle de la France, qui avait toujours refusé d'envisager toute action offensive des casques bleus. Cette prise de position nouvelle va à l'encontre de la thèse de l'impossibilité de l'intervention militaire comme de celle de la neutralité dans le conflit. Elle est conforme à la lettre de la résolution 836 du 4.6.1993 du conseil de sécurité, qui donne à la FORPRONU le mandat de dissuader les attaques contre les zones de sécurité, mais contraire à l'interprétation selon laquelle les casques bleus ne pouvaient que se défendre.

3. Le conseil des ministres des Affaires étrangères des Douze, réuni le 7 février, a repris à son compte la demande de levée immédiate du siège de Sarajevo, mais a renvoyé à l'OTAN la décision sur l'ultimatum et les frappes aériennes. Le secrétaire général de l'ONU semble avoir accepté de déléguer à l'OTAN le pouvoir d'ordonner les frappes aériennes. Bill Clinton a finalement donné son accord au principe de ces bombardements.

Mais chacun s'engage dans le jeu en espérant qu'un autre brouillera les cartes. Le trouble-fête pourrait être, au sein de l'OTAN, la Grèce ou la Canada et, à l'ONU, la Russie, encore que, d'après la dernière interprétation des résolutions du conseil de sécurité, son opposition serait irrecevable.

Il est possible que la communauté internationale se résigne à "faire quelque chose". Il resterait alors à connaître l'objet de cette action éventuelle. S'agirait-il simplement de faire reculer les extrémistes serbes avant de faire appliquer le plan qui leur convient, de partition ethnique de la Bosnie, ou -comme le réaffirme Michel Rocard recevant, le 8 février, Nikola Kovac, ambassadeur de Bosnie Herzégovine en France- d'imposer un cessez-le-feu pour arrêter le bain de sang et pour engager les négociations en vue de préserver l'intégrité et l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine selon les principes constamment réaffirmés par le conseil de sécurité des Nations unies ?

Maurice Lazar

LES CONSERVATEURS AFFAIBLIS

Les malheurs de Mr Major

Le premier ministre britannique traverse une mauvaise passe, accablé par de mauvais sondages et un grand isolement international.

L'administration Clinton n'a toujours pas pardonné aux conservateurs britanniques leur soutien à George Bush pendant la campagne électorale. D'où le visa délivré pour la première fois à Gerry Adams, leader du Sinn Fein d'Irlande. Sur le plan européen, le système monétaire se porte mieux avec la remontée du franc, et le traité de Maastricht pourrait bien entrer en application. L'Allemagne menace de mettre en cause les prérogatives exorbitantes concédées à la Grande-Bretagne sur le plan financier pour le budget communautaire. Quant aux élections européennes de juin 94, les conservateurs n'y obtiendraient, d'après le dernier sondage, que 17 sièges ! Il y a un manque évident de direction au sein du gouvernement, au point que l'on commence à se demander s'il y a encore un pilote dans l'avion.

Le moment était donc venu de relancer la propagande du pouvoir. Slogan : "Back to basics", ou retour aux valeurs fondamentales.

Las, à peine la campagne lancée, une série de scandales s'abattaient sur le parti. Un ministre est accusé d'entretenir une liaison et d'avoir ainsi contribué à la constitution d'une famille monoparentale, bête noire des Tories. La femme d'un autre ministre se suicide par vengeance. Un député part inopinément en vacances avec un ami, en Bretagne, où ils auraient partagé le même lit. Et la presse de spéculer à longueur de colonnes sur ce qu'ils y faisaient : est-ce "innocent", est-ce "coupable" ?

De curiosités d'alcôve en vrais scandales

Plus sérieusement, à la veille des élections municipales de mai, il est apparu que le Conseil de Westminster, dirigé par les conservateurs, avait délibérément mené une politique de vente d'HLM à leurs propres amis politiques dans les quartiers où ils risquaient la défaite face aux travaillistes, pour reloger dans d'autres districts les anciens habitants, souvent dans des pensions, aux frais... des contribuables ! Après le scandale du financement du Parti par des milliardaires de Hong-Kong, de Grèce et d'ailleurs, dont beaucoup seraient moins qu'honnêtes, on apprend que John Major, sensé être M. Propre, soucieux des préoccupations du peuple, invite systématiquement les grands industriels du pays, à Downing Street, résidence du premier ministre, afin de les convaincre de combler le déficit vertigineux des caisses du Parti conservateur : drôle de confusion des genres. Et, là-dessus, se greffe le scandale des ventes d'armes illégales à l'Irak, où il se confirme clairement ce que chacun soupçonnait déjà : le gouvernement de madame Thatcher n'avait que fort peu de respect pour la lettre de la loi, et encore moins pour son esprit, au point que certains ministres en exercice aujourd'hui auraient avoué au Financial Times "c'est vrai, il y avait un parfum de corruption au sein du gouvernement."

Inutile de dire que les spéculations sur le remplacement du Premier ministre ne font que s'enfler, au sein même du parti. Bref, ambiance, ambiance... ça vaut presque le RPR.

Pendant ce temps, les travaillistes travaillent. Gageons qu'ils vont consolider leurs gains municipaux, en mai, et remporter les élections européennes de juin. Les socialistes européens, qu'une grande partie de la presse donnait pour morts après la chute du mur de Berlin, ne se portent pas si mal !

Axel Queval

L'AFRIQUE DU SUD PRÉPARE SES PRE

Comment se prép

Les premières élections législatives multiraciales d'avril prochain ont pour enjeu l'instauration de la démocratie en Afrique du Sud, après un demi-siècle d'apartheid.



Ce n'est pas le moindre paradoxe de ces élections que de voir les deux principaux artisans de la démocratisation de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela et Frederik De Klerk, s'opposer violemment dans les meetings électoraux et, dans le même temps, poursuivre ensemble leurs efforts pour lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer à la conduite jusqu'à son terme du processus engagé.

Ce dédoublement peu orthodoxe auquel sont contraints le président de l'ANC et le chef de l'Etat est dicté par la dimension historique du vote des 26, 27 et 28 avril prochain et la réalité politique d'un pays qui peut encore, à tout moment, basculer dans la guerre civile.

Juguler la violence

En effet, même si un formidable espoir de démocratie et de paix est né dans de larges fractions de la population, la violence criminelle mais aussi politique, continue de peser fortement sur le pays. Et c'est pour éviter le pire que l'ANC et le gouvernement poursuivent toujours des négociations constitutionnelles avec l'Alliance de la Liberté, qui regroupe l'extrême-droite blanche et le parti zoulou Inkhata. Ces négociations butent depuis des semaines sur la création d'un Etat blanc autonome (qui semble avoir fait long feu) et, plus récemment, sur le nombre de bulletins de vote mis à la disposition des électeurs, qui vont élire à la fois l'Assemblée nationale et les neuf assemblées régionales. La Constitution intérimaire votée par le Parlement le 22 décembre 1993 prévoit un bulletin unique. L'Alliance en souhaite deux et menace, si elle n'est pas entendue, de boycotter le scrutin d'avril 94 ou même d'y résister, elle-même hésitant sur l'attitude à adopter. D'abord opposés au système du double bulletin jugé trop compliqué, l'ANC et le gouvernement pourraient s'y rallier contre un engagement de l'Alliance à participer au scrutin.

Autre signe du souci de contenir la violence, le plan, rendu public séparément par Nelson Mandela et Frederik De Klerk, le 1er février, et immédiatement mis en application, pour pacifier les townships à l'Est de Johannesbourg, où 1.662 personnes ont trouvé la mort en 1993 pour raisons politiques (affrontements entre ANC et Inkhata essentiellement). Il s'agit de remplacer les unités anti-émeutes de la police - dont l'ANC réclamait le retrait depuis des mois- par des unités de l'armée. Le plan prévoit aussi la réhabilitation de ces quar-

MIERES ÉLECTIONS DÉMOCRATIQUES

pare l'histoire

Le parti zoulou, une force avec laquelle il faut compter.

tiers où des millions de gens vivent dans des conditions qui frôlent l'inhumanité. L'Inkhata l'a rejeté, s'estimant une fois encore trahi par le gouvernement.

Ce climat de violence, qui mine la société sud-africaine et obère en partie son avenir à l'issue du scrutin d'avril prochain, conduit actuellement de très nombreux Blancs à quitter le pays pour la Nouvelle-Zélande, l'Australie ou le Canada. Ils sont en outre inquiets du programme d'interventionnisme étatique de l'ANC dans l'économie et de la place non négligeable faite aux communistes sur sa liste. Frederik De Klerk, redoutant le succès attendu du parti de Nelson Mandela, crédité de près de 65% des suffrages, ne se prive pas "d'enfoncer le clou" sur ce thème. Lors d'une tournée dans la province conservatrice du Transvaal, Nelson Mandela, instruit par l'histoire récente de l'Afrique australe, a exhorté les Blancs à rester dans le pays et à "aider l'ANC dans sa tâche de reconstruction... Vous devez avoir honte de l'apartheid a-t-il poursuivi, mais nous n'avons pas d'esprit de vengeance. Nous voulons utiliser vos compétences parce que nous sommes persuadés que vous pouvez jouer un rôle essentiel dans ce pays."

Le président de l'ANC, qui devrait être dans quelques semaines le premier président noir de l'Afrique du Sud, connaît les graves difficultés économiques auxquelles s'est trouvé confronté le Mozambique après le départ forcé et massif des Blancs. Alors qu'en Namibie, au Bostwana comme au Zimbabwe, l'intelligente politique de "réconciliation nationale" menée par les dirigeants noirs accédant au pouvoir après l'indépendance de leurs pays, a permis à des communautés qui se haïssaient -au mieux s'ignoraient- de se mettre à travailler ensemble et d'éviter ainsi un gâchis humain et économique préjudiciable à tous.

L'Afrique du Sud pourra-t-elle trouver, comme ces pays de l'Afrique australe qui ont le regard tourné vers Pretoria, le chemin de la démocratie ? Tel est l'enjeu de ce premier scrutin multiracial, où des millions de gens -comme Nelson Mandela- vont voter pour la première fois. Cinq mille observateurs internationaux sont attendus sur place (ONU, Commonwealth, UE...). L'Internationale socialiste -qui devrait tenir son comité Afrique les 5 et 6 mars mars à Johannesbourg- sera au rendez-vous de ce qui apparaît déjà comme l'évolution politique la plus importante de l'année.

Ghislaine Toutain

Pour l'ANC de Nelson Mandela, le redressement économique du pays sera une priorité.



EN BREF

- ***La Finlande a un président -social-démocrate- élu pour la première fois au suffrage universel. Martti Ahtisaari l'a emporté largement (54%) sur sa rivale du centre-droit, Elisabeth Rehn, au 2e tour des présidentielles, le 6 février. Alors que le taux de chômage atteint 22%, Martti Ahtisaari, ancien diplomate et nouveau venu dans le paysage politique, fait campagne pour une relance de l'économie par la dépense publique et pour l'adhésion rapide de son pays à l'Union européenne. Selon un sondage, 40% des Finlandais y seraient favorables (27% contre, 33% indécis). Un référendum est prévu à l'automne 94.***

- ***Le Costa-Rica a un président social-démocrate, José-Maria Figueres, élu le 6 février avec 51,5% des voix.***

- ***Vingt ans après la fin de la guerre du Viêt-Nam, les Etats-Unis, en décidant la levée de l'embargo commercial imposé depuis dix-neuf ans, ont choisi de tirer un trait sur une page noire de leur histoire. Hanoï a salué cette démarche comme le début d'un processus de normalisation diplomatique. Des bureaux de liaison seront installés à Washington et Hanoï. Toutefois, tout n'est pas réglé entre les deux pays, notamment le dossier des disparus. Les arrière-pensées économiques ne sont pas absentes alors qu'Asiatiques et Européens s'installent dans ce pays communiste à l'économie libéralisée.***

Fondation Copernic

La Ville de Vesoul

Préfecture de Haute-Saône
Agglomération de 32.000 habitants

recherche

Conservateur

Votre mission essentielle consistera à impulser et à conduire une politique de lecture publique active fondée sur des actions innovantes, grâce à votre sens de la communication et votre aptitude au management.

Merci d'adresser votre candidature dans les meilleurs délais à M. le Maire, Hôtel de Ville, 58 rue Paul Morel, 70000 Vesoul.

Saint-Quentin-en-Yvelines

La ville nouvelle de St-Quentin-en-Yvelines

Le SAN de Saint-Quentin, 140.000 habitants,

dans un souci de constante ouverture, se donne les moyens d'offrir à ses collaborateurs de réelles perspectives d'utilisation de leurs compétences.

Directeur adjoint H/F

Résidence pour personnes âgées

- Dans le cadre de votre mission, vous prenez en charge l'administration générale de la résidence et secondez efficacement la directrice pour l'ensemble des tâches administratives et l'organisation d'activités de loisirs.
- De formation Bac + 2/3, statut Rédacteur ou Attaché, vous possédez de sérieuses connaissances en matière de gestion financière ou administrative d'un équipement collectif, et de gestion informatisée.
- Motivé par l'action sociale en milieu défavorisé et les relations humaines en faveur des personnes âgées, vous gérez les relations des résidents avec leurs familles, l'animation et leurs loisirs.
- Enfin, vous participez activement à la préparation et au suivi du Conseil d'Etablissement de la résidence et entretenez des relations suivies avec les partenaires sociaux.
- Pour mener à bien votre fonction, vous êtes organisé, vous aimez travailler en équipe et possédez un excellent esprit d'initiative et de conciliation.

Adressez votre dossier de candidature, lettre manuscrite et CV détaillé, à M. le Président du SAN - BP 46 - 78185 St-Quentin-en-Yvelines cedex.

Vous recrutez,

PASSEZ VOS ANNONCES DANS "VENDREDI"

☎ 45 56 78 57

mairie EVRY

Pour la Ville d'Evry

(45.000 habitants),

l'éducation des jeunes et leur intégration grâce au projet Educatif Communal sont des priorités. Pour atteindre ces objectifs, nous recherchons un

Directeur des Affaires Scolaires H/F

- Votre mission sera très complète car vous devrez :
  - animer et suivre des dossiers spécifiques,
  - établir et gérer votre budget,
  - encadrer votre service,
  - préparer le travail pour les élu(e)s.
- Vous avez le grade d'attaché, vous êtes autonome, ouvert(e), vous travaillez en toute clarté avec votre responsable, vous savez écouter et convaincre vos partenaires extérieurs ou les autres services.
- Vous pouvez être débutant (e) mais vous justifiez d'une expérience en matière d'éducation.

DYAD

Notre conseil DYAD HEXAGONE vous remercie de la confiance que vous lui témoignerez en adressant votre candidature (réf. 94C91.02), 17 rue de la Baume, 75008 Paris.

La confidentialité sera assurée.

ville de MARMANDE

(Lot-et-Garonne)
18.000 habitants

recrute par voie de mutation

Rédacteur confirmé

Mission :

- Il devra, sous l'autorité du responsable des services techniques, assurer la partie administrative des services techniques municipaux :
  - suivi des correspondances,
  - gestion administrative des dossiers,
  - procédure des marchés publics.

Profil :

- qualités rédactionnelles,
- sens de l'organisation,
- connaissance des marchés publics et de la comptabilité communale,
- notions d'informatique,
- expérience d'un poste similaire souhaitée.

Poste à pourvoir : 1er trimestre 1994

Adresser candidature manuscrite + CV détaillé + photo à

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville - BP 313
47207 Marmande cedex

La Ville d'Orange

(Vaucluse)
28.000 habitants

recrute

pour son service Urbanisme

Cadre B ou C

pour assurer l'instruction des différentes demandes d'utilisation des sols (permis de construire, certificats de conformité, contentieux de l'urbanisme).

Profil :

- connaissance de la réglementation en matière d'utilisation des sols,
- sens de l'organisation et de la communication particulièrement dans les rapports avec les usagers,
- capacités d'initiative et rigueur.

Pour tous renseignements, s'adresser :

Service Gestion des Ressources Humaines
☎ 90 51 42 99

Poste à pourvoir immédiatement
Date limite de dépôt des candidatures : 18 février 1994

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
Service Gestion
des Ressources Humaines
BP 187 - 84106 Orange cedex

OFFRE EXCEPTIONNELLE 120 F les 2 passages

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI"

Adressez votre annonce accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à :
"Vendredi" Annonces
10 rue de Solferino, 75007 Paris
☎ (1) 45 56 78 57 / 78 56
Fax : (1) 45 51 47 03

PETITES ANNONCES

EMPLOI

H ch. poste chauffeur de direction ou transports en commun. 10 ans d'exp. Paris RP.
Tel. : (1) 43 39 12 79

Ch. dactylo pr travaux frappe dossier mémoire. Compatible IBM.
Tel. : (1) 30 25 06 52
(ap. 20h)

JH, BTS 1ère année, ch. stage dans serv. compta. Du 24/5 au 31/8/94. Motivé et sérieux. Exp. : 6 mois.
Tel. : 42 42 53 38

Réalisateur et concepteur ciné/vidéo propose inventivité et compétences pour toute sorte de film. Peut aussi assurer prise de vue.
Tél. : (1) 43 79 76 89 (Paris)

JF 25 ans, Maitrise Info-Com, exp. 6 mois étudie ttes propositions.
Tél. : (1) 42 58 62 47
(rép.)

JF Journaliste, 5 ans exp. presse écrite spécialisée. tourisme, rech. poste rédacteur. Temps partiel ou temps plein.
Tél. : (1) 47 91 47 82
(1) 47 88 43 53

Madame, Monsieur, votre chauffeur de maître sur Toulouse, France entière et international, avec ou sans voiture, affaires ou privé. Sérieuses réf.
Tél. : 62 16 25 32

J'offre ma cervelle en échange de tout stage dans un organe de presse.
Tél. : (1) 48 26 64 81

JH 26 ans très motivé ch. stage temps plein ou partiel dans Label-Maison de disques.
Tél. : (1) 42 29 24 58

F 45 ans, secrétaire, exp. TTX Word 5, Mac + stage récent PAO, X Press, Illustrator. Etudie ttes propositions.
Tél. : (1) 45 84 90 34

Artisan sérieux propose tous travaux de menuiserie.
Tél. : (1) 39 81 70 60 (rép.)

JF 23 ans cherche poste secrétaire médicale. Libre de suite.
Tél. : (1) 48 55 24 19

JF 26 ans, ass. commerciale, polyvalente, sens des resp., 7 ans d'exp. TTX (Word 5.5, Window, Excel). Ch. poste stable ou CDD mini 6 mois. Paris RP.
Tél. : (1) 43 56 10 14 (rép.)

DEMENAGEMENT

Mon J7 pour vos petits déménagements et débarras, avec 2 personnes.
Tel. : (1) 42 63 35 68

Dém. urgent. Bon prix.
Tel. : (1) 42 64 15 54

Vous déménagez ! Partout avec nous. Devis gratuit. Prix soft.
Tél. : (1) 42 93 88 89 pr rdv.

COURS

Anglais intensif. Ts niveaux, en petits groupes (3 à 7). Prof. américains et anglais. 45 F/heure.
Tél. : (1) 42 85 22 41

ENQUETES

Vous souffrez de migraines, contactez Versus
au (1) 48 39 30 47
pour une étude médicale indemnisée.

Versus ch. F ménopausées pour étude médicale. Forte indemnité. Prendre RV lundi 14 février.
Tél. : (1) 48 39 30 47

IMMOBILIER

Buttes-Chaumont. Studio sur cour. 30 m2. 6ème étage avec asc. Gardienne, code. Cuisine, S. de B. séparées. Prix : 500 000 F.
Tél. : (1) 40 28 34 04
(bureau)
(1) 48 03 13 56 (dom.)

Vends studio meublé ds rés. 3 étoiles. Cap d'Agde (34). Solarium, piscines (enf., adultes), emplacement 1er ordre. Rapport 30.000 F/an (juin à sept.).
Prix : 220.000 F.
Tél. : (1) 42 09 71 45

Parc nat. Morvan. Vds maison camp. Cuis., gd séjour, 5 ch., S.E. WC. Grange, écurie, hangar, clos/1ha rivière. Prix : 430.000 F.
Tel. : 85 52 19 23 (HR)

Cherche à louer chambre de bonne ou studio à prix raisonnable.
Tél. : (1) 45 56 79 03

Vends 2 pièces + cave. Immeuble refait. Paris 18. Prix : 375.000 F
Tél. : (1) 43 78 47 47 (Ptaire)

Ch. à louer appart. 5 pièces. 3 ch., 2 S de B. Libre avant l'été. Bail 6 ans. Travaux possibles. Loyer modéré, vendredi oblige !
Tél. : (1) 43 54 21 94

Ch. à louer appart. pr famile nombreuse. 5 enfants ! en bas âge ! 7ème arr. près école et lycée. 180 m2. Urgent.
Tél. : (1) 42 84 21 15

Paris, Voltaire. A saisir beau 2 pièces, tt confort, impec. 2ème, rue/cour, bel imm. ravalé. Prix : 575.000 F.
Tél. : (1) 43 79 11 11

AUTOS-MOTOS

Vds R 21 (93) Symphonie GTS. 7 CV, injection, DA, VT élec., condamn. centr., télécommande des portes, radio-cassette/commande volant. 16.000 km, excellent état. 75.000 F.
Tél. : (1) 30 43 25 64

Vends moto DR 650 cm3. Susuki 1990. Garantie 3 mois. Argus : 17.000 F. Vendue 16.000 F.
Tel. : (1) 42 09 71 45

Vends moto GS 500 E 1990, 22.000 km. Garantie 3 mois. Prix : 15.000 F.
Tel. : (1) 43 42 29 36
Vends clavier électronique Yamaha Porta Sound PSS 470 + synthé. Prix à débattre.
Tél. : (1) 34 68 80 52
(ap. 19h)

DIVERS

Vds Gde Encyclopédie Larousse (20 vol. + 1 dictionnaire + 1 Atlas + 5 vol. de réactualisation).
Tel. : (1) 34 68 80 52 (ap. 19h)

Ch. 4 chaises rustiques foncées + table salon + 2 fauteuils Voltaire.
Tel. : (1) 39 14 79 08
(ap. 20h)

Vends Trotteur Français. Bai, 10 ans. Papiers. Convient à débutant. Prix : 8.000 F.
Tel. : (1) 69 51 08 01 (rep.)

Vends coiffeuse années 30 avec motifs art-déco, fauteuil tournant de bureau 1900 en chêne. prix : 1.500 F les deux.
Tél. : (1) 46 06 40 32

Cherche Artisan pour pose moquette.
Tel. : (1) 42 62 82 43 (rep.)

Vends collection, numérotée de 1 à 1000, de 8 vol. reliés cuir "Les grands révolutionnaires. Valeur 1979 : 6.000 F, vendue 1.000 F.
Tel. : (1) 47 31 61 00

Vends canapé cuir 2 places, de couleur noire. Valeur : 12.000 F. Vendu : 6.000 F.
Tél. : (1) 42 55 61 61 (ap. 20h)

Vends oeuvres de Karl Marx, 10 vol., dont "Le Capital" + petits livres de L. Althusser ("Lire Le Capital"), E. Ballibar et J. Rancière. Prix : 1.000 F.
Tel. : (1) 47 31 61 00

Vends revues philosophiques révolutionnaires "Dialectiques", 10 numéros. Prix : 500 F.
Tel. : (1) 47 31 61 00

Vends textes originaux du Congrès d'Epinay ainsi que quotidiens et "l'Unité" du 11 mai 1981 (30 F pièce) + l'argumentaire des élections présidentielles de 1981 (200 F), 450 pages.
Tel. : (1) 47 31 61 00

Cherche confiturier + secrétaire dos d'âne (style rustique).
Tel. : (1) 39 14 79 08

Vends sono prof. comprenant : 1 ampli Peavy CS 800, 1 table mixage Yamaha 1602, 1 effet art numérique, 2 retours de scène Carslbro, 1 micro HF Rexer tête SM 58, 1 rack de transport, cables et pieds de micro. Matériel quasiment neuf. Valeur : 46.000 F (factures à l'appui), cédée : 30.000 F.
Tel. : (1) 42 09 71 45

Vends tracteur Fiat (1965) type 315, 8 CV. Prix intéressant à débattre.
Tél. : 49 25 81 89 (ap. 19h)

Vends émetteur-récepteur 4 Maxon. Valeur : 3.000 F. Vendu : 1.500 F. Factures.
Tél. : (1) 42 09 71 45

Particulier cèderai à fan Luis Mariano lot de tenues de scène. Certif. à l'appui.
Tél. : (1) 43 42 29 36
(ap. 20h)

Vends ancienne mach. à coudre Singer pr collectionneur. Prix : 5.000 F.
Tél. : (1) 43 42 29 36
(ap. 20h)

Vends caméra 16 mm pr collectionneur. Marque Zénith. Prix : 5.000 F avec bobines.
Tél. : (1) 42 55 61 61
(ap. 20h)

Vends canapé 3 p. "First Time" en velours orange foncé. Forme dossier arrondie. 1993. Prix à débattre.
Tél. : (1) 45 56 78 82

Vends baromètre en bois doré Louis XIV, impec. 1,20 m de haut, 0,40 de large. Bon état sauf mécanisme. Prix à débattre.
Tél. : 43 54 21 94

Achète comptant tableaux modernes, dessins anciens, art primitif Indonésie, archéologie.
Tél. : (1) 46 06 40 32
(le soir).

Particulier vends vélomoteur de collection (1949) en état de marche. Moteur à l'arrière, VAP d'origine. Sacrifié : 8.000 F.
Tél. :(1) 43 42 29 36 (ap. 20h)

Vends Alphapage numérique Motorolla. Valeur : 2.900 F. Sacrifié : 1.600 F. Etat neuf,
Tél. : (1) 42 09 71 45 (ap. 20h)

VACANCES

Hôtel-restaurant de charme, Landevennec, presqu'île de Crozon (Finistère). Ch. avec vue sur la mer, calme. Poss. de randonnées pédestres, équestres, VTT. Ouvert toute l'année.
Tel. : 98 27 70 83

Ariège (Lezat), 40 km Pyrénées. Loue semaine ou mois, maison tt confort + garage. Prox. lacs (pêche, voile). Juillet, août : 100 F/jour. Autres mois : 70 F/jour + charges.
Tel. : 61 69 11 65

A 300 m pistes ski au Super Sauze (Alpes). 1 semaine PC : 1.470 F. Chalet familial sympa. (réd. enfants).
Tél. : 66 59 49 32

La Tanière Valloire-Valmeiner vous confirme un excellent enneigement à 1.600 m. Skiez plus tard, hors congés scolaires : 1.520 F. 1/2 pension, tt confort.
Rés. : 79 56 80 29

RECEPTIONS

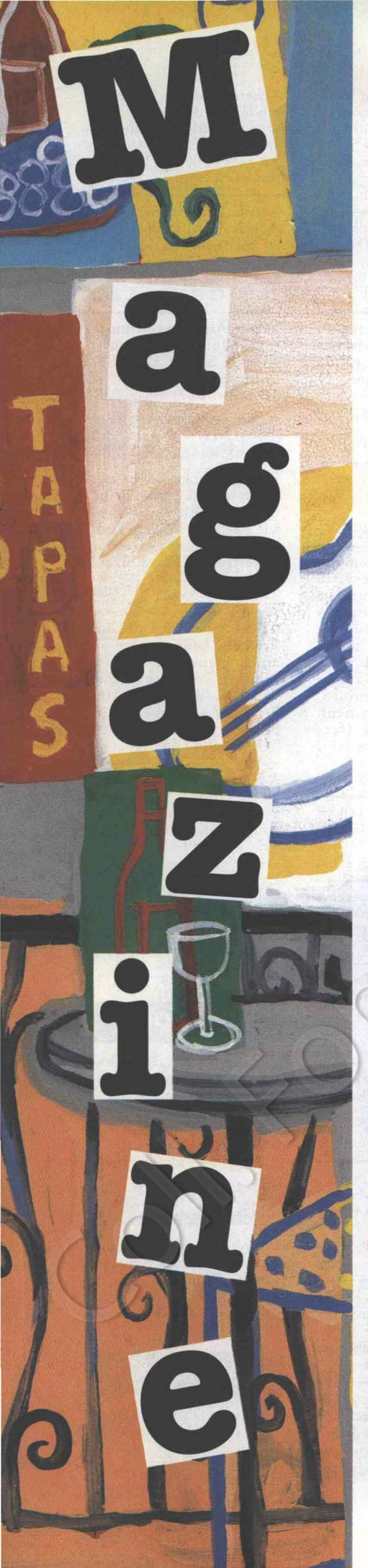
Location. mat. réception, structures, tentes, podiums, mobilier, vaisselle.
Tél. : (1) 64 05 90 00 (Paris)
49 33 05 93 (Niort)
53 03 59 15 (Périgueux)
53 49 05 97(Villeneuve/Lot)

MUSIQUE

Vous êtes organisateurs d'animations culturelles. Pensez au groupe "Zanma". Avec le zouk, ambiance assurée.
Contact : Jocelyne Desir au (1) 47 89 48 95

ANIMAUX

Jeunes chats adultes, stérilisés, ch. maîtres fidèles et stables.
Tél. : (1) 40 30 33 77
(ap. 19h)



Magazine

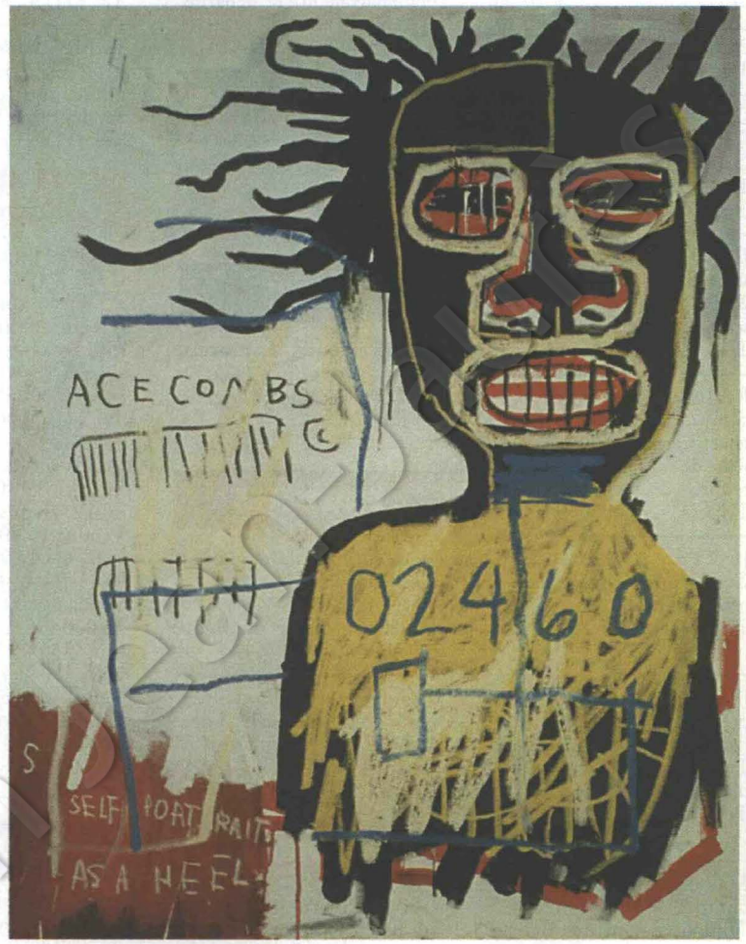
Exposition

Basquiat en "mauvais garçon"

Coqueluche de l'underground new-yorkais, fils de Warhol et du Bronx, Jean-Michel Basquiat (1960-1988) ne fut pas simplement un graffitiste branché. Dans ses fresques, les figures, les signes et les mots se répondent au cœur d'un univers de l'identification et de la conjuration. Cette surenchère de sens, que l'écrit apporte aux dessins, aux symboles et aux couleurs, exprime une violence en forme de revendication de sa négritude. L'œuvre est un manifeste. Les taches de bitume, les hachures et les biffures, les figures archaïques, les emprunts aux comics, les masques et les croquis anatomiques, les sales bestioles qui rampent dans les coins, le goudron - ce "tar" anglo-saxon, anagramme de art- sont autant de signes du drame intime de celui qui mourra d'une overdose en 1988. Enfin, Basquiat c'est l'engagement du black, mi-Haïtien, mi-Portoricain, des downtowns et des squats.

Françoise Roby

Galerie de la Séïta, 12 rue Surcouf, 75007 Paris. Jusqu'au 26 février.



Autoportrait, 1984.

Livres pour les jeunes

- **Pétronille et ses 120 petits**
  CLAUDE PONTI

Parce qu'une souris verte boit du thé au gruyère et élève ses 120 enfants pendant que leur père voyage à l'étranger, parce qu'une pluviotte à aigrette se met à faire de la pluie, que les piliers d'un dolmen jouent au mistigri, qu'une madeleine pleure à gros bouillons et qu'un ogre ailé veut transformer les 120 bébés en souriceaux au chocolat, une plume devient un artichaut volant et voilà !

L'Ecole des loisirs, 44 p., 130 F. (A partir de 3 ans).

- **Warf le pirate**
  Texte de PHILIPPE-HENRI TURIN
  Illustrations de CHRISTOPHE DURUAL

Quand on est le rejeton d'une aristocrate laide, bête et séduite, adopté par un faux pasteur alcoolique, bercé par des contes pleins de buveurs loqueteux ou par des bluettes maternelles imbéciles, petit-fils d'un ancien amiral, peut-on échapper à son destin ? Warf, le pirate sanguinaire semble bien être le digne descendant d'une lignée scélérate...

Le Seuil, 48 p., 120 F. (A partir de 8 ans).

- **De mémoire de...cuisiniers, les arts de la table à travers les âges**

Pour les jeunes curieux, pour les historiens en herbe qui ne veulent pas manger idiot. Cette aventure gastronomique à travers les temps et les continents s'intéresse autant à l'art de cuisiner et aux ingrédients qu'au commerce triangulaire qui troquait esclaves contre sucre.

Hachette jeunesse, 47 p., 65 F. (A partir de 8 ans).

- **Passion de la télévision**
  MARC NETTER

Il y a trente ans, naissait la télévision. Cet ouvrage illustre la fantastique évolution de cet appareil et des nouvelles formes de création qu'il a engendrées, avec au centre de ce récit, la SFP, issue de l'ancienne ORTF. Premier acte d'un gigantesque opéra qui nous conduit à la télévision d'aujourd'hui et à ce que sera celle de demain.

Editions Fontaine, 144 p., 300 F. (Ados).

- **L'homme**
  RAYMOND BRIGGS

Cet homme-là a beau être minuscule, il va devenir le maître-compagnon du jeune John. Il saura répondre aux grandes questions. C'est quoi un être humain ? Quels sont ses droits et ses devoirs ? Que signifient exclusion, handicap, racisme ? Et la solidarité ? Quand les valeurs s'effritent, une formidable idée pour remettre les pendules humanistes à l'heure.

Grasset-jeunesse, 64 p., 100 F. (A partir de 8 ans).

Collection Clairefontaine

COUPS DE CŒUR

- ***Les gamins de l'Art-rue, 2.000 jeunes des quartiers défavorisés, investissent la Grande Halle pour deux jours de spectacle -événement dont ils seront les principaux acteurs- pour promouvoir leurs initiatives dans les banlieues. Les bénéfices de cette manifestation iront à l'association "la Maison des enfants du monde", pour réaliser différents projets de solidarité dans les quartiers défavorisés en France et au Brésil. Grande Halle de la Villette, les 19 et 20 février. Rens. 40 03 75 75.***

- ***Le cirque Plume présente ses "toiles". Bien au delà des prouesses artistiques, il raconte à sa façon, poétique et émouvante, les images des rues, les nouvelles du monde. Rendez-vous à partir du 18 février et jusqu'à la mi-avril, au parc de la Villette. Rens. et résa. 40 03 77 51.***

- ***A 18 ans, Franck, le dernier fils d'Achille Zavatta, prend la route avec son propre cirque. La tournée débutera les 12 et 13 février à Gisors, elle sera en région parisienne du 15 février au 15 mars puis se rendra en Seine-Maritime, dans le Calvados et dans le Nord-Pas-de-Calais.***

- ***Sol. "Je persifle et je singe !" S'il emprunte au cirque la défroque du clown et l'adresse du jongleur, la performance est celle d'un cracheur de mots, les maux de la terre, bien sûr. Théâtre Le Ranelagh, 5 rue des Vignes, Paris 16e. Jusqu'en mars. Rens. 42 88 64 44.***

Cinéma

"Jeanne la Pucelle", une fresque intime



Nouvelle version de cette épopée de l'histoire de France, plus réaliste. Après l'inoubliable Falconetti et Ingrid Bergman, voici Sandrine Bonnaire. Après les chefs-d'œuvre de Dreyer et de Bresson, voici Jacques Rivette (La belle noiseuse). Sa Jeanne n'est ni la figure sulpicienne de sainte catholique, ni l'héroïne ultra-nationaliste dont Le Pen a fait sa mascotte. Plus proche de la vérité historique, c'est une Jeanne familière, quotidienne. Le procès laisse place à la vie civile et militaire, afin de montrer comment cette fille fragile de dix-sept ans a pu devenir chef de guerre. En tirant sa force d'une foi inébranlable, mais avec des moments de doute et de peur. Peut-être cette fresque intime, en deux épisodes, "Les Batailles" et "Les Prisons", aurait-elle gagné à être un peu resserrée. Sandrine Bonnaire est, sans conteste, l'actrice qui pouvait le mieux incarner cette héroïne plébéienne. Une interprétation exceptionnelle.

Claude Polak

"Le roman d'un tournage"

Tenir le rôle de Jeanne la Pucelle, quel beau et terrible risque ! Sandrine Bonnaire a tenu, en toute simplicité, le carnet de bord de cette aventure. Elle dévoile sa façon de travailler, ses relations privilégiées avec Jacques Rivette, et les bouleversements que cette expérience, sa confrontation avec la grâce et la sainteté, a entraînés dans son existence. Un film vu de l'intérieur. C.P.

J. C. Lattès. 126 p., 89 F.
A lire également
"J'ai nom Jeanne la Pucelle", Régine Pernoud, Gallimard.

Livres

"Le dieu fleuve" la bénédiction des pharaons

De l'obélisque de la Concorde aux momies qui hantent nos cauchemars d'enfant, l'Egypte nous fascine. "Egyptomania", la superbe exposition que présente le Louvre* -désormais tout entier sous le signe de la pyramide- poursuit le sortilège.
Ce roman-fleuve aussi. Le Nil, cordon ombilical d'une civilisation qui cherche encore ses marques, une période très antique, mystérieuse et troublée, un récitant esclave, eunuque, beau, intelligent, prodigieusement inventif et pas vraiment modeste. Des bases historiques solides et quelques anachronismes sympatiques. Dépaysement espace-temps assuré.

Vanda Gervasio

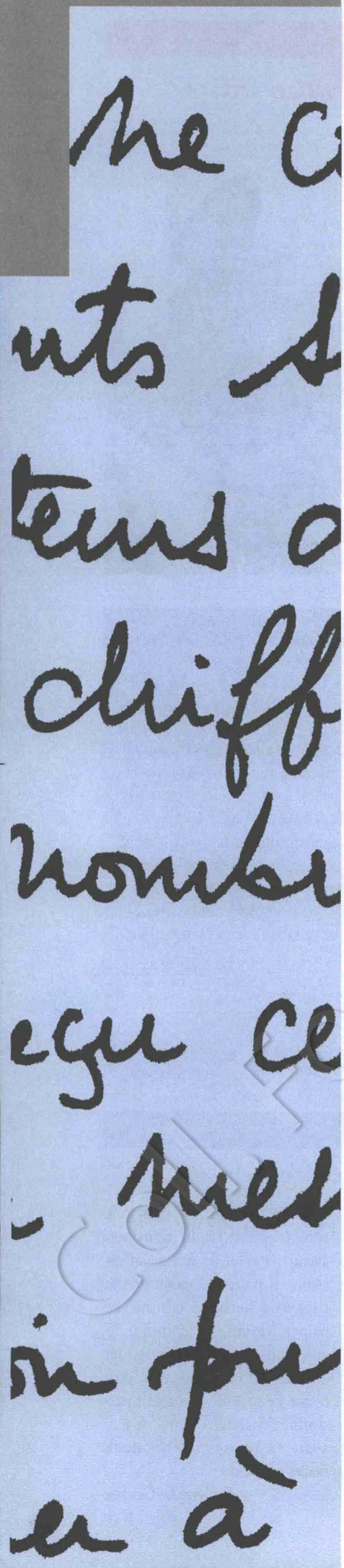
** 300 œuvres (1730/1930) montrant l'influence de la civilisation égyptienne sur les artistes occidentaux. Hall Napoléon. Jusqu'au 18 avril.*
Wilbur Smith, Presses de la Cité, 646 p., 140 F.

Télé

Autres temps, autres mœurs...

Ah ! Si le papa de Mozart avait connu Mireille Dumas ! Au lieu de se fatiguer à trimballer le petit dans toutes les cours d'Europe, il l'aurait fait passer à l'émission "Bas les masques", qui recevait, le 1er février, des enfants prodiges. Des anciens surtout, parce que, par définition, "enfant prodige" est un métier éphémère qui cesse lorsque l'on grandit. Mais il y en avait un en pleine activité et force de l'âge : Jordy. Cinq ans, l'âge de Wolfgang Amadeus quand son papa le lança dans le show-biz princier. Que fait Jordy ? Il chante, avec une bouille de gamin nourri aux corn-flakes. Que chante-il ? Cela n'a pas grande importance. Son papa-manager a surtout insisté sur les deux millions de disques vendus dans le monde -un record, paraît-il- les 1.500 lettres quotidiennes du fan-club, les lignes de vêtements et de produits diététiques qui vont être lancées à son nom et le compte en banque du fiston. Son avenir (et celui de son papa) est assuré. Il n'aura pas besoin de se tuer à la besogne comme ce pauvre Mozart, pour finir, à 35 ans, dans une misère crasse et dans la fosse commune. Un "problème de société", qui aurait passionné Mireille Dumas si elle avait exercé ses talents deux siècles plus tôt.

Evelyne Le Garrec



Chercher la faille

Le Premier ministre, Edouard Balladur, a d'ores et déjà annoncé une baisse de l'impôt sur le revenu pour 1995. Pourquoi ?
Certainement pour entretenir son haut niveau de popularité, inexplicable pour moi. Nombreux sont les Français, et peut-être des socialistes, pour applaudir à cette décision. Mais en connaissent-ils toutes les conséquences ?
La principale est l'aggravation des inégalités. Le Premier ministre en est le principal responsable. Les socialistes ont le devoir de proposer une baisse des impôts indirects, notamment la TVA, pour réduire les inégalités. En effet, le prix d'une baguette de pain est le même pour tous. Sachez aussi qu'un ménage au SMIC consacre la totalité de son revenu à la consommation, c'est-à-dire qu'il paye la TVA sur l'ensemble de ses revenus.
Les socialistes doivent aussi proposer une augmentation du taux de la CSG. Fou, me direz-vous ? Non. L'augmentation sera compensée par la diminution du taux de cotisation vieillesse. Savez-vous que cette cotisation est plafonnée ? C'est-à-dire que son montant est plafonné au delà de 12.360 F. Que l'on touche 13.500 ou 25.000 F, on paie la même chose. La CSG a pour objectif de remédier à cette lacune, mais aussi à imposer les revenus du capital. ■

Philippe Dinjon
(89) Sens

Transformation sociale avant tout

Dans "Vendredi" n° 213, je relève une critique touchant au projet Balladur de loi quinquennale sur l'emploi et concernant précisément le dispositif d'indemnité compensatrice pour les salariés acceptant un salaire inférieur à leurs indemnités de chômage.
Nous savons très bien, en effet, que cette loi a pour but ultime de mettre en place tous les subterfuges possibles permettant de préserver cette société libérale, si profitable à certains et si néfaste pour beaucoup d'autres. Par ailleurs, sur la même double page, on nous présente comme étant positive la proposition d'un groupe socialiste d'un conseil régional visant à créer des emplois à caractère social grâce à des demi-SMIC auxquels viendraient s'ajouter des allocations de chômage.
Je pense qu'il est certes souhaitable de trouver des moyens pour financer ce type d'emplois à condition de ne pas occulter la question de fond : la nécessité d'une transformation sociale. Et cela doit constituer la différence fondamentale entre une politique de droite et une politique de gauche.
N'oublions pas qu'en France comme dans tous les pays technologiquement avancés, l'échelle des salaires, et bien plus encore celle de l'ensemble des revenus déclarés, s'est encore considérablement agrandie pendant la crise. Le Parti socialiste, la gauche, l'ensemble des forces progressistes doivent se battre (qu'elles soient dans l'opposition ou au gouvernement) pour qu'une meilleure répartition des revenus (il n'est pas question d'une société pseudo-égalitaire) et une lutte sévère contre la spéculation puissent permettre des avancées démocratiques tangibles et irréversibles. Et, en premier lieu, assurer la dignité de chacun par la création d'emplois socialement et écologiquement utiles, tant pour ce qui concerne nos sociétés technologiquement avancées que par rapport à la nécessaire solidarité qui doit s'exercer à l'échelle de la planète. ■

Bernard Duverne
(71) Saint-Vallier

Dont acte

Dans le dernier numéro de "Vendredi", un article est consacré au congrès du PCF. Cet article est illustré, comme la couverture, par une photo d'un militant CGT (mineur) et un groupe de mineurs portant aussi des badges CGT. Ces photos datent du début des années 80, il s'agit de mineurs de fer de Lorraine et du Nord (charbon). Je trouve maladroit que "Vendredi" utilise de tels procédés à un moment où, dans la CGT, se mène une grande bataille pour son indépendance. ■

Denis Bonvalot
(93) Montreuil

Vendredi
30%
DE RÉDUCTION
SUR UN ABONNEMENT
1 AN 280 F
Dom-Tom / CEE : 400 F - Autres pays : 600 F.
Pour recevoir Vendredi retournez-nous le bulletin ci-dessous au 10 rue de Solferino, 75007 Paris, Service lecteurs Vendredi.
☐ Mme. ☐ Mlle. ☐ M.
Nom.....
Adresse.....
..... Ville.....
Code postal ⌊⌊⌊⌊⌊ Signature :
Vous réglerez plus tard, à réception de facture.



Daniel Mesguich

Une affiche prestigieuse à l'Opéra de Lille : "Le Bal masqué", de Verdi, dirigé par Jean-Claude Casadesus et mis en scène par Daniel Mesguich. L'occasion pour celui-ci de préciser ses conceptions artistiques.

Pour ce "Bal masqué", toutes les forces vives de Lille se sont mobilisées.
Je suis ravi que l'Opéra de Lille (1), l'Orchestre national, avec Jean-Claude Casadesus, et, par mon intermédiaire, le Théâtre national La Métaphore, s'unissent pour réaliser un opéra, et pas n'importe lequel. Vous connaissez les déboires de l'Opéra de Lille. Il n'est pas vraiment sorti des difficultés. Il est bien que les responsables, qui fournissent un louable effort pour le remettre à flot, demandent aux artistes qui sont sur place de s'unir pour sauver leur opéra, alors qu'ils auraient pu faire appel à une production internationale existante.

Voici votre troisième saison à La Métaphore. En arrivant à Lille, vous affichiez une très haute ambition : donner son identité à ce théâtre, le faire rayonner et devenir un creuset. Mission accomplie ?
Ce genre de mission n'est jamais totalement accomplie. Mais nous avons réalisé ce que nous avions annoncé. Sauf l'Ecole d'art dramatique, qui n'a pas vu le jour, ce qui est regrettable dans une région aussi active sur le plan culturel. Politiquement, c'est insensé, un véritable scandale ! A part ce point noir, je dirai que tout le reste marche bien et que cela peut encore s'améliorer.
Bien entendu, nous avons joué le répertoire classique -Shakespeare, Racine, Marivaux, Hugo, Buchner, Labiche, Tchékov-, comme le répertoire contemporain -Beckett, Horvath, Mishima-, nous avons reçu des jeunes compagnies. Et puis, il y a eu, et cela continuera, tous les débordements de la scène : lectures, débats, expositions, films vidéos, mémoires, livres, revues. Nous avons apporté des innovations, à commencer par le surtitrage (2), ou la carte-bis qui permet de revoir gratuitement un spectacle déjà vu, parce que le théâtre, c'est aussi "re-voir". Enfin, nous travaillons avec les autres institutions culturelles de la région, l'Université, les compagnies théâtrales... Pour les deux premières saisons, en 27 spectacles et 660 représentations, nous avons reçu 155.000 spectateurs. Et nous avons plus de 10.000 abonnés ! Nous venons de donner le "Roman d'un acteur" de Philippe Caubère, que peu de théâtres présentent dans son intégralité. Les spectateurs ont été nombreux à venir pour la totalité des douze épisodes, c'était archi-plein, un vrai délire !

La Métaphore tourne-t-elle beaucoup à l'intérieur de la région ?
Non, pas du tout. Je n'aime pas. Je l'avais annoncé d'emblée à tous les politiques.

Casadesus le fait bien, lui...
Il lui suffit de trouver l'espace nécessaire pour le public et pour son orchestre. Pour le théâtre, c'est plus difficile. Il est idiot d'apporter le piano là où se trouve le tabouret. Il vaut mieux organiser -ce que nous faisons largement- un système de relais : information, transport par cars des spectateurs, après-spectacle. Ainsi, nos abonnés viennent de toute la région Nord-Pas-de-Calais. Plutôt que d'aller jouer à Croix-Wasquehal, il vaut mieux que les gens de Croix-Wasquehal viennent voir le spectacle à La Métaphore, dans les murs mêmes. D'ailleurs, il n'existe pas une seule autre salle, dans toute la région, qui pourrait recevoir les décors de "Marie Tudor". Je crois qu'il faut tourner, au plan national, dans les grands théâtres qui sont nos homologues.

L'inconvénient éventuel étant que vous vous privez d'atteindre une partie du public.
Je ne le crois vraiment pas, et les enquêtes faites à ce sujet le prouvent. En réalité, le public le moins accessible est un public que l'on peut toucher grâce aux relais que nous avons mis en place. Il existe aussi, si l'on n'est pas Lillois, un bonheur de venir à Lille, d'entrer au théâtre, de boire un verre après la représentation... En outre, le même spectacle, présenté sur place, serait forcément moins bon, parce que moins bien réglé, moins bien éclairé.

> Le public le moins accessible peut être touché. Et il existe un bonheur de venir au spectacle à Lille, si l'on n'est pas Lillois.

Vous êtes un Lillois heureux ? Vous rempilez ?
Si je rempile ? Bien sûr ! A moins que le ministre ne me renvoie, ou le maire de Lille, ou le conseil régional ! J'ai appris à aimer la région et les gens qui y vivent. La Métaphore est un beau théâtre, c'est le moins que l'on puisse dire. L'équipe technique est magnifique et on peut y faire du théâtre de qualité. Et rien ne nous empêche d'aller jouer à Paris, ce que nous allons faire en créant la pièce d'Hélène Cixous "L'histoire qu'on ne connaîtra jamais", au Théâtre de la Ville. Après tout, je ne joue pas moins à Paris qu'avant. Simplement, je joue beaucoup plus à Lille ! Et surtout, à La Métaphore, nous avons un rôle à tenir. Nous ne sommes pas une institution au sens pachydermique du terme. Mais nous pouvons voir venir, avoir une ligne d'action, programmer et conduire ainsi une véritable action politique, au sens non politique du mot.

Propos recueillis par Jacques Garat

(1) "Le Bal masqué". Opéra de Lille, 12, 14, 16, 18 et 20 février. Tél. 20 55 48 61
(2) Un système de surtitrage permet la traduction simultanée en anglais (mercredi et samedi), en néerlandais (vendredi et dimanche) et, pour les malentendants, en français (jeudi).

SOLDECOR

SOLDES -30 A -50%

SUR TOUT LE STOCK DE TAPIS D'ORIENT



- **Facilité de paiement**
- **Tous nos tapis sont fait main et vendus avec un certificat d'origine.**

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE

LES DIMANCHES 30 JANVIER, 6 ET 13 FÉVRIER

SOLDECOR

102 Avenue du Maine - 75014 Paris

Tél.: 43 22 22 00

Métro : Gaité - Parking assuré

Photo non contractuelle - chaque tapis est unique - Réalisation HD P 43 20 44 61.